

PAUL-LOUIS TARGET

(1821-1908)

(*Un Député à l'Assemblée Nationale*)



ESSAI SUR L'UN DES FONDATEURS DE LA RÉPUBLIQUE CONSERVATRICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 10 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

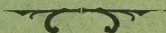
JEAN LEGARET

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

JURY :

Président : M. Joseph BARTHÉLEMY, *Professeur.*

Suffragants : { M. GIDEL, *Professeur.*
 { M. MESTRE, *Professeur.*



LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais — Palais-Royal
PARIS (1^{er})

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546326_0061

PAUL-LOUIS TARGET

(1821-1908)

(Un Député à l'Assemblée Nationale)



ESSAI SUR L'UN DES FONDATEURS DE LA RÉPUBLIQUE CONSERVATRICE

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

PAUL-LOUIS TARGET

(1821-1908)

(*Un Député à l'Assemblée Nationale*)



ESSAI SUR L'UN DES FONDATEURS DE LA RÉPUBLIQUE CONSERVATRICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 10 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

JEAN LEGARET

DOCTEUR EN DROIT

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

JURY :

Président : M. Joseph BARTHÉLEMY, Professeur.

*Suffragants : { M. GIDEL, Professeur.
 { M. MESTRE, Professeur.*

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais — Palais-Royal
PARIS (1^{er})

1936

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Je ne prétends ici ni prononcer une plaidoirie, ni dresser un réquisitoire. Je ne veux pas non plus écrire une simple biographie. Mon but est d'expliquer l'œuvre d'un homme que la postérité a jugé peut-être hâtivement et dont l'histoire ne connaît guère que « la défection du groupe Target ». On a tranché son procès sur un seul fait, sans examiner en juge impartial et ses antécédents et toutes les raisons qui motivèrent son acte. Ce procès fictif fut celui d'un seul homme, il aurait dû être celui de toute une assemblée. Dans son crime, s'il en commit un, Target eut sept cents complices qui laissèrent reposer sur lui toute la responsabilité d'un acte commun. Il personnifie, en effet, toute l'Assemblée nationale de 1871. Il n'en fut certes pas l'âme. D'autres Thiers, Gambetta, de Broglie jouèrent ce rôle ; mais il en est le symbole. Il ne fut pas l'entraîneur, l'animateur de l'Assemblée. Homme de second plan, il y joua pourtant un rôle décisif. Représentant très exactement la moyenne de cette Chambre, il eut l'à-propos de trouver et de présenter à certains moments psychologiques l'expression de ses tendances prépondérantes.

Si ses discours furent rares, ses votes furent capitaux. Ils décidèrent d'un grand nombre de délibérations importantes et lui permirent d'être en somme le Blücher des batailles parlementaires. Homme du juste milieu, chef d'un groupe du centre, faisant jouer, dans une assemblée où les partis se contrebalançaient presque exactement, les voix peu nombreuses de son groupe, il faisait pencher la balance en faveur de l'un ou de l'autre côté. Il renversa Thiers au 24 mai 1873

et vota ensuite la Constitution républicaine. Il semble qu'il y ait là quelque contradiction et c'est ainsi que ses contemporains en ont jugé.

Peut-être arriverons-nous, à la fin de cette étude, à considérer ces faits sous un autre jour ; quoi qu'il en soit, c'est là aussi l'œuvre de l'Assemblée. Si l'on doit en infliger quelque blâme à Target, elle en a sa part.

Les contemporains de Target n'ont pas été à même de le juger impartialement, étant trop aveuglés par les passions qui se déchaînent toujours après une grande guerre. Nous sommes sur ce point presque aussi mal placés qu'eux, car nous avons peine à comprendre aujourd'hui les événements qui se déroulèrent alors.

Nous voyons l'aboutissement de ce que furent en ce temps des expériences. Nous jugeons dans le calme, dans la paix, et nous sommes portés à la sévérité.

Ce n'est pas dans cette atmosphère-là qu'il faut se placer. Nous devons vivre par la pensée au siècle dernier, nous souvenir de toute la gloire impériale, souffrir à nouveau de Sedan.

Il faut oublier tout ce qui est survenu depuis et se placer dans l'angoisse où vivaient les hommes de cette époque, angoisse beaucoup plus poignante que celle qui régna après la Grande Guerre où nous avons, malgré nos ruines, une grande victoire, un territoire libéré et agrandi. Il faut, tout au contraire, se rappeler la défaite, le pays envahi, l'ennemi à Paris, les hontes du traité de paix, l'amputation de l'Alsace et de la Lorraine. Il faut revoir flamber au loin la Cour des Comptes, entendre le canon de la Commune, respirer enfin cet air de bataille, de souffrance, d'énervement.

On doit aussi replacer les individus dans leur cadre et dans leur esprit : esprit tout imbu, chez les députés, de la doctrine parlementaire, mais gêné par le nombre des prétendants.

Nous allons donc vivre maintenant auprès de Target. Nous nous efforcerons de dégager les traits de son caractère et de sa pensée. Ainsi nous comprendrons mieux son œuvre et nous pourrons mieux le juger.

CHAPITRE PREMIER

M. P.-L. Target naquit à Lisieux le 7 mars 1821. Les notices biographiques, rares d'ailleurs, ne sont guère précises sur son nom. Quoique certaines le nomment Paul-Léon, il s'appelait en réalité Paul-Louis.

Son père était Louis-Ange-Guy Target, né à Paris le 4 octobre 1792, mort le 1^{er} novembre 1842 à la préfecture de Caen.

Avocat, Louis-Ange Target avait été le défenseur d'un des quatre sergents de La Rochelle. Il avait épousé Mlle Le Bret du Désert, dont il eut deux enfants : Paul-Louis et une fille Marie qui épousa, en 1853, Louis Buffet, le futur président de l'Assemblée nationale.

Très attaché à la famille d'Orléans, au moment de l'avènement de Louis-Philippe en 1830, il fut nommé préfet du Calvados. En 1831 il fut fait chevalier de la Légion d'honneur pour récompenser l'habileté avec laquelle il avait su contenir et réprimer sans effusion de sang les mouvements de chouannerie naissante dans le Calvados au début de la Monarchie de Juillet. Il devint commandeur trois ans avant sa mort, qui fut très précipitée, car il avait le cœur malade de par la douleur qu'il ressentit à l'annonce de l'accident de Neuilly du 13 juillet 1842, où l'héritier du Trône s'était tué.

Si Louis-Ange n'a pas laissé un souvenir très profond dans l'histoire, il n'en fut pas de même pour son père, le grand-père de Paul-Louis, Guy-Jean-Baptiste Target, né en 1733, mort en 1807. Celui-là fut le grand Target, plus célèbre que son petit-fils.

Il était l'avocat du cardinal de Rohan dans l'affaire du Collier, en 1789 ; il fut élu député aux Etats généraux et devint bientôt président de la Constituante. Ce fut lui qui, lors du procès de Louis XVI, fut désigné pour défendre le roi déchu ; malade, il dut se récuser et Malesherbes prit sa place (1). Il fit partie de cette pléiade d'hommes qui jouèrent pendant la Révolution un rôle très important, mais dont on ne comprit pas toujours l'action décisive, car nous sommes habitués à personnifier la Révolution en quelques noms particulièrement marquants.

Le jeune Paul-Louis Target grandit au château de Bourguignolles, près de Lisieux, élevé dans tous les principes qu'avaient légués cette longue lignée d'hommes honnêtes, pieux, attachés aux traditions et à leur roi.

Il fit ses études classiques à Paris, au collège Stanislas. Lorsqu'elles furent achevées, il partit à Caen, où il fit son droit.

Sa thèse, qu'il présenta le 21 août 1843, lui assura le titre de licencié en droit et il partit s'installer à Paris comme avocat. Il n'y demeura guère longtemps et en octobre de la même année, il entra comme auditeur au Conseil d'Etat.

La haute juridiction ne possédait pas du tout alors le rôle qu'elle joue aujourd'hui de tribunal suprême administratif. Elle recrutait ses membres par cooptation et recherchait particulièrement les jeunes gens de bonne famille, intelligents et cultivés. Aucun concours n'en barrait alors l'entrée. Les relations de Target lui ouvrirent grandes les portes.

(1) Voir Un avocat du XVIII^e siècle. Calman Lévy 1893.

Discours de M. P. Bouloche à la conférence des Avocats.

Journal de Target 1787.

Eloge de Target par Muraire.

Descendant d'une suite d'hommes qui avaient joué un rôle important dans la vie politique du pays et qui l'avaient, dès sa jeunesse, initié à quelques-uns de ses secrets ; attaché à la famille d'Orléans par des liens non seulement de respect, mais d'amitié, le jeune Paul-Louis tenta, dès 1847, de servir de plus près son roi et entra sur la scène politique.

Il y fit un début modeste. Le 15 juin 1847, il fut élu conseiller d'arrondissement, en remplacement de M. Périer, à Lisieux (2^e section).

La note confidentielle du préfet au ministre l'appréciait ainsi brièvement (1) :

« Auditeur au Conseil d'Etat, revenu 10.000 francs par an, constitutionnel très sûr ».

Cette année de 1847 vit aussi un événement plus important pour lui. Il devint le gendre de M. Duvergier de Hauranne. Les témoins de son mariage étaient Guizot et Thiers.

La date de son mariage célébré à Paris au printemps de 1847 n'est pas très précise. Les registres de l'état civil ayant été détruits lors de l'incendie de l'Hôtel de ville en 1871.

Encouragé par son premier succès au conseil d'arrondissement, il se présenta en 1848 aux élections du conseil général.

Le 27 août lui apporta une nouvelle victoire avec 731 voix sur 904. La note de police porte :

« M. Target, gendre de M. Duvergier de Hauranne, auditeur au Conseil d'Etat. C'est un jeune homme fort instruit et qui ne sera nullement hostile à la République (2) ».

(1) Archives Nationales, F^o C3 Calvados 14 et F^o C3 Calvados 10. *Nouvelle biographie normande*, par M. N. OURSEL.

(2) Archives Nationales (mêmes références).

Lui-même écrivit le 3 avril 1849 alors qu'il songeait déjà à poser sa candidature à l'Assemblée législative :

« Si la République n'est pas irréprochable, n'y aurait-il pas quelque injustice à rendre la forme républicaine responsable de toutes les fautes qui ont été commises. La République est aujourd'hui le gouvernement légal du pays. Nous devons la défendre et la maintenir. On n'aurait de raison de l'attaquer que le jour où elle deviendrait une transaction continuelle entre l'ordre et le désordre (1) ».

Sa ligne de conduite est désormais tracée et il la suivra fidèlement toute sa vie.

Il était orléaniste de cœur et de traditions, élevé dans le respect profond et la fidélité au Roi, parmi des gens très liés avec la famille d'Orléans.

Il était aussi gendre du théoricien de la Monarchie parlementaire. Tout le poussait donc à se consacrer au rétablissement de la branche cadette des Bourbons. Mais il n'avait pas pour la République cette haine irréductible que lui portaient un grand nombre de monarchistes d'alors. Pour lui, elle était un régime fort acceptable, à condition qu'elle fût organisée pour donner à la France des garanties de sécurité. Il ne se butait point dans les idées que ses ancêtres lui avaient inculquées et acceptait le régime nouveau, s'il consentait à respecter ce que lui-même respectait, c'est-à-dire, la propriété, la famille, la religion, toute la vieille organisation sociale française. Fortuné, possédant un château au centre de la Normandie, refuge des vieilles traditions, il voulait qu'on ne touchât en rien à ce qui avait été la vie de ses parents et la sienne.

(1) Lettre à ses concitoyens, 3 avril 1849.

Les d'Orléans étant la « meilleure des républiques », il désirait, si l'on devait instituer celle-ci, qu'elle fût semblable à une monarchie constitutionnelle. Aussi, lorsque par la suite, il devra renoncer à l'espoir de voir les d'Orléans régner encore en France, se résignera-t-il facilement à la solution de la République conservatrice.

Aujourd'hui il nous paraît impossible d'adopter cette attitude. La démocratie nous paraît trop nettement différenciée de la monarchie. A cette époque on glissait sans grand heurt d'un régime à l'autre. La Monarchie parlementaire et la République conservatrice ne se distinguaient l'une de l'autre que par la question de l'hérédité. Thiers lui-même donna l'exemple de ce glissement que bien d'autres imitèrent.

Target, lui, demeura toujours dans la même ligne de pensée conservatrice ; il oscilla seulement entre un roi parlementaire et un président de la République possédant des pouvoirs étendus et les utilisant.

Son attitude fut prudente. Ses études lui avaient enseigné combien toutes ces dénominations assez conventionnelles de régime ne sont que problème d'étiquette. Il pensait qu'un peuple peut être plus libre et heureux sous un bon roi que sous une démocratie tyrannique et estimait que le nom des régimes importait peu et que seuls comptaient les hommes qui en assumaient la direction. Homme d'ordre, d'équilibre, recherchant avant tout la sécurité et la paix, il savait qu'on ne les trouve que dans les partis modérés. Aussi, ayant servi les d'Orléans en 1847, la République en 1848, s'assied-il au centre droit en 1871 et votera-t-il l'amendement Wallon.

Mais opposé aux principes extrémistes, aussi ennemi de la tyrannie que du socialisme, il donna le 2 décembre 1851

sa démission du conseil général et du Conseil d'Etat, pour ne pas servir l'Empire (1).

Car cet homme qu'on a accusé de faiblesse, de défection à ses opinions eut alors le courage de refuser le serment de fidélité à l'Empire.

Il écrivit dans son journal à ce sujet :

« Si j'ai refusé le serment comme auditeur au Conseil d'Etat et membre du conseil général du Calvados à l'auteur du coup d'Etat de 1851, cela a été non seulement à raison de son origine violente, mais parce que je prévoyais les aventures où nous entraînerait la politique des nationalités déjà en germe dans les proclamations de Strasbourg et de Boulogne..., qu'elle servirait à constituer de formidables puissances militaires et qu'un conflit inévitable ramènerait pour la troisième fois en un siècle l'armée allemande sur notre malheureuse France (2).

Ces phrases écrites en 1906 ne prouvent point que Target ait, dès 1852, prévu le désastre de Sedan, l'invasion et ses conséquences. Il faut croire bien plutôt que son refus venait d'une cause plus intime. L'origine violente du nouveau pouvoir a dû, bien au contraire, jouer dans sa décision un rôle capital.

L'Empire débutait par des désordres, par du sang, par des proscriptions. L'auteur du coup d'Etat était l'héritier d'un homme qui, pendant tout le temps où il avait régné sur la France, avait accumulé sur elle, après une période de gloire inouïe, des humiliations, des ruines, des deuils. Pendant onze ans, il l'avait fait vivre dans une fièvre qui convenait mal au

(1) Tous les documents ont disparu des archives nationales. Les préfets ont tout brûlé alors. Les archives locales ne possèdent rien en plus.

(2) Journal inédit de Target, 1906. Archives du château de Bourguignolles.

tempérament conservateur de Target. Le nouveau maître semblait vouloir marcher sur les traces de l'autre.

Ses aventures précédentes ne faisaient point penser qu'il serait comme les d'Orléans un bon bourgeois honnête, préoccupé uniquement des intérêts de la France. Target redoutait le goût des conquêtes, l'aventure, l'insécurité.

L'arrivée de Louis-Napoléon au pouvoir retardait de façon indéfinie le retour possible du d'Orléans. La doctrine parlementaire dont Target était si fortement pénétré semblait disparaître pour un temps assez long. Tout, dans ce coup d'Etat était fait pour le dresser contre le nouveau régime.

Honnête, il ne voulut point imiter beaucoup de ses collègues qui prêtèrent un serment de pure forme, afin de garder leur place, conservant malgré tout, leur opinion.

Il manifesta la sienne hautement. Une pareille démonstration pouvait à l'époque présenter quelques dangers pour son auteur, et Target eut lieu de s'en apercevoir.

Pendant toute la période de l'Empire autoritaire, il dut revenir à Bourguignolles. Là il renonça à toute ambition politique et se consacra à l'agriculture. Il faut croire qu'il y réussit puisqu'il fut récompensé par une médaille du Mérite normand en 1863.

De sa retraite, il continua cependant à s'intéresser aux affaires publiques. Il collaborait à de nombreux journaux, en particulier au *Journal de Paris* et au *Courrier du Dimanche*. Il fut alors un de ces nombreux opposants qui, dans l'ombre, sapaient le régime et contribuèrent fortement à son déclin. Son talent de polémiste le fit bientôt remarquer et il était en 1866, directeur politique du *Courrier du Dimanche*, lorsque Napoléon III, agacé par les attaques que cette feuille menait constamment contre lui, la fit supprimer en août.

Lorsque le régime commença à donner les premiers symptômes de la fin, Target crut le moment venu de jouer à nouveau un rôle au grand jour et, le 24 mai 1869, il se présenta comme candidat d'opposition au Corps législatif. Il n'était pas encore temps et il fut battu avec un nombre infime de voix contre 13.315 à M. de Colbert-Chabannais. Le comte de Paris, de sa retraite, lui envoya une lettre très affectueuse pour le consoler de son échec. Une compensation lui était d'ailleurs réservée : en 1870, il fut élu membre de la commission de décentralisation présidée par Odilon Barrot.

Survint la guerre, puis, le 4 septembre 1871, l'ennemi envahit le territoire et partout on se prépara à se défendre et à l'arrêter.

Target fut alors nommé chef de bataillon, pui lieutenant-colonel de la Garde nationale de Lisieux. Les documents sont très rares sur son rôle militaire et ne mentionnent aucun fait d'armes. Il n'eut point, en effet, à prouver sa valeur, car, lorsque survint l'armistice de 1871, les Prussiens n'avaient pas encore avancé jusqu'au Calvados.

Il faut croire cependant que ses compatriotes avaient apprécié, et ses services, et son caractère, et sa conduite pendant l'Empire, car le 8 février 1871, il fut élu député à l'Assemblée nationale, le neuvième et dernier de la liste par 47.178 voix.

Ce jour-là, Target commença vraiment sa vie politique.

Elle fut courte, mais d'une importance capitale.

CHAPITRE II

L'Assemblée nationale de 1871 ne fut pas une chambre ordinaire. Les circonstances qui avaient présidé à son élection, le caractère de ses membres, la division extrême et l'égalité numérique presque parfaite des partis font qu'elle présente des particularités très nettes et qu'on ne comprendrait point un homme, si on ne le replaçait dans cette atmosphère.

Le séjour à Bordeaux ne marqua pas essentiellement cette assemblée. Le souvenir de la guerre était encore trop vif, le traité de paix humiliant qui était imposé à la France occupait trop les esprits pour qu'on pût songer à autre chose. L'Assemblée ne prit son véritable caractère que, lorsque le traité de paix étant ratifié, elle quitta Bordeaux et après bien des hésitations, vint se fixer à Versailles.

Elle s'y installa dans la salle du petit opéra de Louis XV et c'est là que s'écoula toute sa vie.

Cette assemblée errante, élue sous le contrôle de l'ennemi, marquée dès sa naissance du signe du malheur, avait un cadre à son image. Elle s'était installée là alors que la Commune grondait à Paris et même en 1875, on sentait encore l'affolement qui avait présidé à l'aménagement.

La salle était petite, peinte en rouge et or. Comme on n'avait pas eu le temps de lui enlever sa décoration, les murs étaient encore ornés de violons dorés et d'amours et c'était un spectacle bizarre de voir cette Chambre composée en majorité d'hommes âgés et graves siégeant dans ce décor léger.

M. de Joly, l'architecte, avait jeté par-dessus les fauteuils d'orchestre et sans même prendre la peine d'enlever ceux-ci, un plancher à hauteur de la scène. Il y avait dressé les bancs, recouverts de drap rouge et les pupitres de cuir vert. Les places étaient étroites, les tablettes incommodes, car il fallait loger le plus de députés possible au parterre. Les bancs n'étaient pas en hémicycle, mais droits comme des bancs d'écoliers et le président donnait, par suite de cette disposition, l'impression d'un instituteur à sa chaire.

On avait remplacé le plafond peint par une verrière ovale, mais comme la salle n'avait pas été prévue pour cet éclairage, elle illuminait vivement les députés du centre, tandis que les extrêmes s'estompaient et que la tribune, dressée sur la scène, demeurait presque obscure.

La salle était mal aérée, poussiéreuse, surchauffée.

Les députés siégeaient au parterre, mais comme on n'avait pas pu les faire tous tenir, les cheveu-légers et les radicaux s'étaient emparés des baignoires. Cette disposition ne manquait pas d'être gênante pour ces députés, car s'ils voulaient monter à la tribune, ils devaient faire un long détour par les corridors, ou enjamber la balustrade. C'était encore plus ennuyeux pour le président, car il ne pouvait discerner dans l'ombre quel était le député turbulent ; aussi lançait-il des rappels à l'ordre un peu au petit bonheur...

Le premier balcon était occupé par les diplomates, les femmes des députés, en particulier Mme Thiers et ses nombreuses amies. Le maréchal de Mac-Mahon s'y asseyait souvent. Ce balcon étincelant de belles robes et de beaux uniformes, mais infiniment bruyant, était le cauchemar du président.

Au-dessus, le deuxième balcon présentait un aspect plus pittoresque. Là campaient les journalistes et les caricaturistes. On y apercevait des chevelures invraisemblables, et souvent,

le dessinateur Cham y installait son chien dans un fauteuil. Enfin le peuple était relégué tout en haut, dans des trous où il ne pouvait pas se tenir debout, pour ainsi dire rien voir.

On avait fixé définitivement le rideau au plafond et dressé la tribune sur la scène ; elle était d'acajou orné de bronzes dorés. M. de Joly l'avait empruntée au château de Saint-Cloud et sauvée ainsi de l'incendie.

C'était à son fauteuil que Lucien Bonaparte s'était couvert le 19 Brumaire lorsque son frère était venu troubler le Consul des Cinq-Cents.

« Elue dans un jour de malheur », l'Assemblée nationale se ressentit toujours de son origine. Elle est lasse, découragée : les hommes qui en composent la majorité ne sont pas des hommes de lutte, ce sont de braves bourgeois, très calmes, un peu mesquins. Satisfaits de l'état de choses établi dans l'ordre social, préoccupés avant tout de barrer la route à la démagogie, ils n'eurent pas suffisamment l'intelligence et le souci du bien-être des classes populaires et de leurs légitimes besoins. Ce fut là surtout le point faible de leur conservatisme.

Ils cherchent avant tout la paix, l'ordre, la sécurité, qui permettront à la France de se relever des ruines de la guerre et veulent un roi, parce qu'ils estiment que seul, un régime monarchique peut leur assurer cet idéal.

Attachés aux traditions, ils ont peur de l'anarchie qui les détruirait définitivement, de la République, parce qu'ils l'estiment trop proche de l'anarchie.

Le duc de Broglie écrit :

« Que l'Assemblée n'ait jamais été républicaine, c'est un fait indéniable et dont je ne vois pas pourquoi on aurait à le justifier devant la postérité.

» La République qu'elle avait trouvée improvisée dans un jour de désastre n'avait aucun caractère légal et ne lui pré-

sentait dans le passé que d'odieuses, et dans le présent que de tristes images.

» La très grande majorité ne contenait que des hommes pénétrés dès l'enfance de convictions monarchiques. Les uns avaient voué à la royauté une foi traditionnelle affermie dans leur cœur par les sacrifices qu'elle leur avait coûtés. D'autres portaient au principe d'hérédité un attachement raisonné que leur avaient inspiré les leçons des maîtres appartenant aux écoles libérale.

» L'Assemblée pensait avoir reçu de la France un mandat qui lui imposait le devoir de consacrer ses efforts ou rétablissement de la monarchie (1) ».

Ce que ses membres redoutent, par dessus tout, entichés qu'ils sont du système parlementaire, c'est le pouvoir personnel. Echaudés par l'expérience de l'Empire, ils craignent l'avènement d'un maître tout-puissant qui pourra les entraîner vers de nouvelles aventures. De plus, parlementaires estimant qu'ils ont un rôle à jouer, ils désirent que personne ne le leur souffle. Malgré quelques travers, dûs en particulier, et ils n'en sont guère blâmables, à leur attachement presque excessif à leurs convictions, ils étaient dignes de leur tâche. C'étaient des gens honnêtes, en général fort intelligents et instruits, et le niveau moral de cette assemblée était certes plus élevé que dans aucune de celles qui lui succédèrent. Malheureusement ils sont un peu rancuniers vis à vis les uns des autres et ont tendance à dénigrer ceux qui ne partagent pas leurs opinions. Les députés s'égratignent, lâchent des épigrammes. Les couloirs sont le théâtre de ces luttes à coups d'épingles.

(1) Duc de Broglie. *Histoire et Politique*.

En séance, l'Assemblée passe du blanc au rouge (qui nous paraîtrait aujourd'hui bien pâle), par une série de nuances.

Elle comprend trois partis monarchistes. Tous trois n'ont d'ailleurs qu'un point commun, à part la doctrine de l'hérédité, leur haine des républicains et surtout de Thiers et de Gambetta. Sortis de là ils sont irréconciliables, car ils ont trois prétendants différents. Thiers les exaspère en leur répétant :

« Il n'y a qu'un trône et vous êtes trois pour vous y asseoir ».

Cette coexistence dans la même Assemblée de trois partis désirant un régime semblable, mais sous trois noms différents, entraînera l'échec de la tentative de restauration monarchique. Héritière de trois régimes que la France avait successivement essayés au cours du XIX^e siècle, l'Assemblée nationale ne put se décider à en choisir un, de préférence aux autres.

Les trois partis monarchistes sont : les légitimistes, les orléanistes et les bonapartistes.

Les légitimistes ont pour prétendant le comte de Chambord. Le comte de Chambord était à cette époque un homme déjà âgé, honnête, sage, calme, bien dans l'esprit de l'Assemblée ; mais il existait entre elle et lui, même chez ses partisans, un malentendu profond. La question du drapeau qui semble avoir été la raison de l'échec de la fusion n'en fut point la seule cause. En réalité le comte de Chambord ne voulait pas de la Constitution à laquelle s'étaient pliés Louis XVIII et moins facilement, il est vrai, Charles X. Il consentait à une monarchie tempérée, mais tempérée par des institutions, des corporations libres et des assemblées simplement consultatives, le dernier mot restant au Roi.

C'était la doctrine du pouvoir personnel, celle que repoussaient si vigoureusement tous les membres de l'Assemblée.

Si comme Henri IV, le comte de Chambord avait été un homme d'action et un habile homme, peut-être aurait-il pensé que la couronne valait bien un compromis, tout au moins au début ; mais c'était un homme de cabinet, et il semble bien qu'il ait suscité la querelle du drapeau pour ne pas ceindre une couronne dont il aurait dû partager les attributions avec des assemblées élues.

Le parti sur lequel il s'appuie se divise lui-même en deux groupes.

L'extrême droite, d'abord, partage ses idées de pouvoir personnel et accepte le remplacement du drapeau tricolore par la bannière blanche. Elle compte environ quatre-vingt membres dirigés par Lucien Brun. Sous Charles X on les eût appelés des « ultras » ; on les nomme alors « cheveu-légers », car ils se réunissaient impasse des cheveu-légers.

En second lieu, la droite modérée qui a pour chef Ernoul. Ernoul fut le grand orateur des légitimistes et ses interventions, ses discours, un peu trop étudiés, trop académiques, jouèrent parfois un grand rôle.

Lorsqu'il parlait, on disait « C'est un Berryer » et M. Thiers qui jalousait fort ces succès, ajoutait vivement : « De province, de province ».

Ce groupe est très nettement détaché des cheveu-légers et c'est lui qui apportera tous ses efforts à la fusion. Il demeure attaché au drapeau tricolore, veut faire revenir les Bourbons aînés sur le trône, mais avec le contre-poids d'une assemblée élue et possédant un pouvoir de décision. Il a en somme le même programme que les orléanistes et ne se sépare d'eux que sur la question du prétendant. Après l'échec de la fusion, ses membres s'agriront contre les orléanistes et alors atten-

dront, désirant laisser la France sans gouvernement fixe, jusqu'à ce que leur prétendant revienne sur ses exigences excessives, ou bien qu'il meure, auquel cas ils se résigneront très facilement à accepter comme roi le prétendant orléaniste.

Celui-ci est le comte de Paris. Intelligent comme tous les d'Orléans, instruit, fin, jeune, il saurait vraiment se faire aimer du pays et gouverner dans le calme et la prospérité. Lui n'est pas intransigeant comme le comte de Chambord. Il a fait preuve de bonne volonté, voire d'humilité pendant la tentative de fusion. Il a reconnu les droits du prétendant légitimiste et s'est incliné devant lui.

Mais celui-ci n'a pas voulu revenir sur sa décision ; le comte de Paris voit par là même ses espoirs de restauration s'affaiblir et ses partisans en conçoivent une certaine rancune contre les légitimistes.

Le chef du parti est le duc Albert de Broglie.

Très intelligent, fin, lettré, très psychologue, il comprend la pensée de l'Assemblée. Il ne l'entraîne pas, mais il la domine. Il inquiète Thiers qui le sent presque aussi fort que lui. C'est une personnalité compliquée. Brave homme lui aussi, mais machiavélique parfois, il a l'art d'embrouiller et de débrouiller les situations. Très grand seigneur, taciturne, calme, digne, il en impose à tous ; honnête, il se fait une force de son honnêteté.

Il ne croit pas à la fusion, reste fidèle aux d'Orléans. Il sait que la Monarchie ne peut pas encore s'installer en France et attend. Comme la droite modérée et pour les mêmes raisons, il ne veut pas brusquer les événements, espérant qu'un hasard heureux permettra de réaliser son rêve.

Les monarchistes le feront tomber par la suite, sans comprendre que sa chute les entraînera aussi. Thiers disait : « Sont-ils bêtes, ils n'ont qu'un homme et il le démolissent ».

Entre les orléanistes et les légitimistes erre Mgr Dupanloup. Il cherche toujours à effectuer une fusion impossible, il apporte aux uns et aux autres le rameau d'olivier. Il comprend que la division des deux partis royalistes empêchera toute restauration. Il tente d'apaiser, d'unifier. Rien ne le rebute, ni l'intransigeance du comte de Chambord, ni le refus des députés.

Le troisième parti monarchiste est le parti bonapartiste ou parti de l'appel au peuple. Sur lui se déchaîne toute la haine de l'Assemblée. Monarchistes et républicains se trouvent unis contre lui. Il comptait peu de membres, tous ardemment convaincus, parmi lesquels Rouher, le chef.

Rouher se définissait en un seul mot, c'était un Auvergnat. Il était carré, têtue. Fidèle à l'Empire qu'il avait servi, il ne perdait aucune occasion de le défendre, mais ses discours déchaînaient de telles tempêtes, qu'il en demeurait décontenancé un moment, puis obstiné, il reprenait sa phrase. On ne l'applaudissait jamais ; on ne lui épargnait aucune méchanceté ; on se vengeait sur lui.

Malgré tout, il restait inlassablement attaché au régime impérial. Son attitude ne manquait certes pas de noblesse et même ses plus acharnés ennemis devaient reconnaître son courage.

A ces trois partis monarchistes s'oppose un parti républicain unique. Peu nombreux au début, il deviendra à partir de 1873 très fort, grâce à des élections partielles et quelques défections. Son programme sera simple. Il consiste à répéter toujours : « La République existe, pourquoi donc la laisser dans l'oubli ? Pourquoi, lorsque quelqu'un prononce son nom à la tribune, toute l'Assemblée siffle-t-elle en criant : Provisoire, provisoire ! Soyons francs avec nous-mêmes, nous avons fait une république, reconnaissons-là ».

Ce parti est, lui aussi, divisé en plusieurs tronçons, mais il n'existe entre eux aucune haine ; rien ne les empêchera de se réunir un jour, pour faire aboutir un idéal commun.

On trouvait d'abord le centre gauche, composé d'anciens orléanistes ralliés à la République, et qui comptait des hommes célèbres, comme Casimir Périer, Wallon et Thiers.

M. Thiers était petit, laid, mais il s'imposait à l'Assemblée. Il avait 73 ans, mais il se croyait jeune, il avait derrière lui cinquante ans de célébrité.

Subtil, il saisissait tout, comprenait tout, maniait l'Assemblée à son gré. Il paraissait toujours vêtu d'une redingote boutonnée très haut, la mèche retroussée, les lèvres pincées, les yeux scintillants derrière les lunettes.

Il soignait sa silhouette, estimant à juste titre que c'était le premier élément de la popularité.

Sa petite taille, sa nervosité, sa voix fluette, aigre, désagréable, impressionnaient d'abord défavorablement.

Car M. Thiers n'avait pas de voix. Possédant un talent immense d'orateur, il souffrait de ce défaut qui gâtait tout. Il s'en consolait par des méchancetés sur tous ceux qui parlaient bien. D'abord hostile, l'auditoire était pris peu à peu par sa logique indiscutable, par son argumentation. Le silence se faisait vite et l'on n'entendait bientôt plus que cette voix sifflante, impitoyable. Malheur à qui l'interrompait alors, M. Thiers le foudroyait. Il ne souffrait pas la contradiction.

Si l'interpellateur insistait, M. Thiers s'agitait, pétinait, rageait, jusqu'à ce l'autre se tût.

C'était l'enfant terrible de l'Assemblée. Persuadé de sa supériorité sur tous les membres qui la composaient, il les traitait comme des garnements, ne leur épargnant ni les reproches ni les épigrammes.

Il était toujours prêt à écraser son adversaire en rappelant ses services, son grand âge ; on l'admirait, on le redoutait, on le jalousait.

Chef du pouvoir exécutif jusqu'en 1873, il en retirait une satisfaction de vanité énorme. Logeant à Versailles, il n'était pas loin de se prendre pour le Roi-Soleil. Il donnait de grandes réceptions où il pouvait manifester son esprit, sa verve scintillante. Lorsque le 24 mai lui aura fait perdre tout ce faste, il siègera comme député de la Seine et gardera une certaine rancune à cette Assemblée qui l'aura fait déchoir.

Plus à gauche, on rencontrait la gauche républicaine ou groupe des quatre Jules, car elle comptait Jules Simon, Jules Ferry, Jules Favre et Jules Grévy.

En troisième lieu, l'Union républicaine dont faisaient partie Paul Bert, Méline, Lockroy, avec pour chef : Gambetta.

Plus que de Broglie, plus que Thiers, Gambetta a dominé cette Assemblée. Il était grand et fort, un peu gros même. Une tête splendide, toujours renversée en arrière, à peine déparée par un œil crevé. Les cheveux et la barbe étaient abondants et très noirs. Il gardait de son origine italienne une fougue irrésistible, mais, en même temps, une souplesse, un sens des nuances très affiné. Il a tout ce qui manque à Thiers, la voix, une voix profonde et grave, chaude, prenante, la taille, le calme.

C'est le vrai orateur public, alors que Thiers est surtout un causeur de salon. Un peu débraillé, la cravate mal nouée, le veston poussiéreux sur un gilet déboutonné, le linge douteux, désertant trop facilement la séance pour les cafés, où on venait le chercher lorsqu'il fallait faire un discours, il séduit même par ce côté bon enfant de son caractère.

Thiers toujours impeccable se moquait fort de ce laisser aller, mais n'osait guère s'attaquer à si forte partie.

Méridional, il a l'imagination vive et s'est fait de la République un idéal. Il est le romantique de la politique. A la tribune, il écrase l'auditoire de sa force et l'entraîne dans son élan.

La troisième fraction de la gauche était constituée par l'extrême gauche qui comptait une quinzaine de membres à tendances socialistes avec Louis Blanc. Ceux-là ne veulent ni d'un Sénat, ni d'un président de la République. Leur rêve est de rétablir une Convention, mais ils ne sont au fond pas très convaincus du succès possible de leur cause.

Pour bien comprendre quel était l'antagonisme profond qui séparait la droite de la gauche, il ne faut point se placer sur le terrain constitutionnel.

Au fond, entre les orléanistes et même la droite modérée, et la gauche, il n'existait point d'abîme infranchissable. Tous voulaient un chef, soit héréditaire, soit désigné, contrôlé par des assemblées élues et même aux yeux des monarchistes, la question d'hérédité demeurerait assez secondaire. Le point essentiel sur lequel tout le monde tombait d'accord consistait dans la responsabilité des ministres devant le Parlement. A celui-ci revenait donc la prérogative du dernier mot. La théorie de l'hérédité passait bien après la doctrine parlementaire.

Ce qui séparait très profondément, très âprement la droite conservatrice de la gauche était la question purement politique et législative. La mésentente existait déjà dans le sens que les uns et les autres donnaient au terme de république. Pour les hommes de droite, c'était tout simplement une étiquette constitutionnelle qui n'impliquait aucun changement dans l'ordre de choses établi, ni dans les tendances politiques. La République, pour eux, devait être conservatrice, et c'était là le grand mot.

Pour ceux de gauche, la République n'était pas une fin en soi, mais uniquement un début, une base, un moyen de renouveler tout le personnel administratif et gouvernemental, de changer la législation. Ceux qu'on appelait « les radicaux » extrémistes de gauche, finiront par prendre dans la gauche une influence très grande. Or, leur programme était très bien connu, d'autant plus qu'ils l'affichaient volontiers afin d'effarer « les bourgeois ». Il s'agissait d'attaquer la propriété, par la création de l'impôt personnel et progressif sur le revenu, par l'augmentation des droits de mutation par décès, même en ligne directe, d'ébranler la famille par l'institution du divorce, de combattre l'Eglise par la suppression du budget des cultes, d'établir la séparation des Eglises et de l'Etat, la disparition des Congrégations, la laïcisation des écoles. Or, ceux qui soutenaient ce programme ne cachaient pas leur sympathie pour la Commune. Il y avait là de quoi effrayer les membres de la droite, voire même les modérés du centre. Alors qu'ils auraient facilement accepté une république calme, conservatrice, ils repoussaient avec horreur cette forme de gouvernement, révolutionnaire à l'époque, qu'on prétendait imposer à la France. Là était la coupure entre les deux grands groupes de l'Assemblée. Là aussi était l'idée maîtresse qui dirigea sa politique.

Une autre idée aussi dominait en elle. Tout le monde voulait attendre. Monarchistes, à cause du comte de Chambord, républicains, parce qu'ils ne se sentent pas encore assez forts.

Le pays lui-même semble se désintéresser des débats. Il est bien assez occupé à réparer les désastres de la guerre. Il s'anime seulement aux grandes journées et se presse alors à la gare Saint-Lazare, à l'arrivée des trains parlementaires, pour avoir des nouvelles.

C'est encore un trait caractéristique de l'Assemblée, ce train parlementaire. Il ajoute encore à l'impression de provisoire, d'errance presque.

Tout était alors provisoire, l'Assemblée, la salle des délibérations, la République, la résidence même des députés. Siégeant à Versailles, ils habitaient presque tous Paris et se rendaient aux séances par des trains spéciaux.

Même à l'intérieur des wagons, les haines politiques ne désarmaient pas. Il existait des compartiments républicains et des compartiments royalistes. Un jour, le vieux général Changarnier s'aperçut qu'il allait monter avec des républicains, il recula vivement. Quelqu'un lui dit en riant : « Vous avec donc peur, mon Général ? »

« Peur, jamais, horreur, toujours », répondit-il, et il monta avec les royalistes.

Le train était une annexe de Versailles, on y conspirait, on y montait des plans. Gambetta y préparait ses discours en pérorant dans les compartiments. Toujours bondé, il déversait le soir, à Paris, son chargement de députés et de nouvelles.

Telle fut l'Assemblée parmi laquelle siégea Target et sur laquelle il eut une influence que nous allons nous attacher à dégager.

CHAPITRE III

P.-L. Target vint prendre possession de son siège dès le premier jour, le 12 février.

Il avait à cette époque cinquante ans. Grand, mince, vêtu à l'ordinaire d'une redingote noire très longue, il semblait un ancien officier, tant il se tenait droit.

Quoiqu'il fût encore jeune, ses cheveux étaient blancs. Il les portait assez longs, rejetés sur le côté ; par contraste, sa moustache forte et son « impériale » demeuraient toujours noires.

Il en imposait dès l'abord par son air froid, sa raideur, ses rides profondes, qui imprimaient à sa bouche un pli méprisant. Sa moustache énorme, tombant sur la lèvre inférieure, lui donnait un aspect bourru ; on hésitait à lui parler, il glaçait toute le monde.

Ses yeux perçants, enfoncés, fixaient l'interlocuteur d'un air sévère ; il demeurait silencieux, le bras gauche replié derrière le dos, accentuant la cambrure du torse.

On était intimidé au premier abord par cette pose rigide. L'impression se confirmait lorsqu'il parlait d'une voix brève, cassante, par phrases hachées. Il riait rarement, quoique ayant beaucoup d'entrain et de gaité. Il ne plaisantait jamais sur les choses politiques, surtout sur son attachement aux d'Orléans. Mais, intelligent, il admettait fort bien de discuter courtoisement ses idées. Cultivé, fin, observateur, il avait beaucoup lu et avait acquis un esprit très ouvert. De tendances libérales pendant sa jeunesse et son âge mûr, il revint

à partir de sa soixantième année aux croyances catholiques et aux pratiques religieuses.

En dépit de ses dehors hautains et distants, il possédait un grand fonds de bonté et de bienveillance, sans entêtement ni fatuité, et l'on était heureusement surpris de le découvrir si aimable, sans ironie ni médisance.

La politique le passionnait ; il aimait l'atmosphère de la Chambre, aussi fut-il un parlementaire modèle, assidu aux séances.

Il chercha d'abord sa place dans l'Assemblée ; ami du comte de Paris et du duc d'Aumale, il s'assit dès le début au centre droit orléaniste ; mais il comprit vite combien les dissensions étaient profondes au sein de ce parti, isolé de plus par l'hostilité de la droite comme de la gauche. C'était aussi un homme très indépendant qui voulait garder sa liberté d'action.

Il n'était point homme à exécuter sans discussion les ordres que lui donnerait un parti. Aussi, tout en demeurant du centre droit, glissera-t-il peu à peu vers le centre proprement dit. Il s'installera finalement à la gauche du centre droit, choisissant une nuance rosée, qui paraissait blanche ou rouge selon qu'on la regardait de la gauche ou de la droite.

Il faisait ainsi la jonction entre le centre droit orléaniste et le groupe Léonce de Lavergne et Wallon, à la limite du centre gauche. A mesure qu'il verra s'écrouler ses espoirs de restauration monarchique, lorsque, quelque chagrin qu'il en eût, il devra renoncer à voir les d'Orléans revenir, il comprendra le premier danger qui menace à la fois de la droite et de la gauche, du pouvoir personnel et du socialisme. Le premier de tous, il aura conscience qu'il ne faut point s'attacher à des questions d'étiquettes, que les programmes des

différents partis de l'Assemblée ne sont pas forcément inconciliables, qu'il existe un terrain d'entente commun, de conservatisme. Il fera alors tous ses efforts pour former ce qu'il appelle la Ligue des conservateurs et cela l'amènera dès 1873, après l'échec de la fusion, à la République conservatrice qui triomphera deux ans plus tard avec M. Wallon.

Sa position le rendait aussi indépendant de la droite que de la gauche. Elle lui permettait surtout de voir plus clair que ces deux fractions, de mieux comprendre quel était l'intérêt véritable du pays. Elle le mettait à même de juger sagement les initiatives des uns et des autres et de pouvoir ainsi aider à aboutir celles qui lui paraissaient les meilleures. Il n'avait à servir que les intérêts de la France, tandis que les autres devaient aussi agir dans celui de leur parti. Quelques indépendants vinrent s'asseoir sur les mêmes bancs et composèrent bientôt un groupe d'une quinzaine de membres. Target n'en eut d'abord pas la présidence ; cette fonction revenant à Saint-Marc-Girardin, et Target ne fut que vice-président, mais le 11 avril 1873, à la mort de Saint-Marc-Girardin, Target prit sa place.

La doctrine du groupe est le conservatisme et c'est tout. Son principal désir est l'ordre, car sans lui aucun régime n'existe. Il est prêt à aider tout gouvernement conservateur, c'est-à-dire les d'Orléans et la République conservatrice et à lutter contre tout parti extrême de droite comme de gauche. Ces principes lui donnent un large champ d'action et une grande souplesse de manœuvre.

Target suivi de son petit groupe se lança donc dans la bataille. Il fut de toutes les escarmouches, de tous les combats. Il s'occupa de toutes les questions. Les comptes rendus portent toujours :

« M. TARGET. — Je demande la parole », et M. Target montait à la tribune. Il n'y demeurait jamais longtemps. Il était le spécialiste des petites interventions courtes de fin de séance.

Lorsque par hasard il s'installait plus longuement à la tribune, il prononçait des discours très étudiés, très mesurés dans leurs termes, un peu solennels ; ses adversaires le trouvaient trop compassé. Ayant le respect de toute autorité, il en faisait toujours un panégyrique si élogieux qu'il semblait en réclamer pour lui-même l'exercice.

On lui criait : « C'est un discours ministre ».

Il continuait, imperturbable, n'entendant ni les interpellations, ni les railleries, car il lui eût fallu y répondre. Toute la belle ordonnance de son discours en eût été détruite.

Il ne manquait jamais l'occasion de couvrir de fleurs Thiers et l'Assemblée. Cette politesse calmait les députés. Il n'avait pas comme orateur cette force et cette variété de débit qui retiennent inlassablement l'attention. On préférerait ses courtes déclarations à ses discours trop longs ; aussi n'est-ce point par eux qu'il joua son rôle.

Il disposait de quinze voix, cela lui suffit. Il les promena sur la ligne des combattants. Selon qu'il approuvait la droite ou la gauche, il leur apportait ce renfort, faible certes, mais généralement suffisant. Comme ses interventions se produisaient toujours au dernier moment, il détruisait tous les calculs ; certains qui croyaient voir en lui un allié se découvriraient soudain un ennemi. Il parlait peu, savait qu'il ne pouvait pas entraîner les députés, mais les obligeait malgré eux à servir ses vues. Si quelque parti extrême semblait acquérir une certaine prépondérance, M. Target demandait la parole, faisait une courte déclaration et votait ; l'équilibre était rétabli.

Tant que dura le pacte de Bordeaux, trêve tacite entre les partis, ce rôle de régulateur fut minime, mais dès le début du 1873, lorsque se posera vraiment la question de gouvernement à instituer en France, il devint important.

P.-L. Target ne voulait ni du comte de Chambord, ni des radicaux. Il désirait voir le retour des d'Orléans, mais à cette époque, la division des droites empêchait cette restauration. Target le comprit, comme le comprit Thiers, comme le pressentit de Broglie ; comme eux il attendit. Mais, alors que les monarchistes se butaient sur une opinion que l'intransigeance du comte de Chambord rendait chaque jour plus irréalisable, lui comprit dès 1873 qu'il fallait sortir du provisoire.

« Nous avons fait alors le sacrifice de nos convictions passées, écrit-il, bien que convaincus que les rouages d'un gouvernement parlementaire fonctionnent mieux avec la Monarchie qu'avec la République ; j'ai accepté sans arrière-pensée l'essai de la République conservatrice » (1).

C'est par cette évolution que Target est le symbole de l'Assemblée nationale. Comme la majorité des députés d'alors, il fut candidat monarchiste. Il était attaché comme eux à une dynastie par des liens très anciens, plutôt d'affection que de doctrine. Comme eux aussi, il a vu s'écrouler ses espoirs de revoir le roi s'asseoir sur le trône de France. Il comprit qu'il fallait avant tout sauver la doctrine parlementaire. Il s'est alors rallié à la République, non pas à celle de Louis Blanc ou de M. Thiers, mais à la République conservatrice, (si proche parente de la monarchie parle-

(1) P.-L. Target, 1789-1887, p. 56.

(1) Journal inédit de Target (archives du château de Bourguignonnes).

mentaire, que Louis Blanc se demande si c'est bien la République qui est née le 30 janvier (2).

On lui a reproché même cette évolution, l'accusant d'avoir trahi ses convictions. Elle lui fut imposée par les circonstances, comme elle le fut à de Broglie, qui, lui aussi votera l'amendement Wallon, et à tous les monarchistes d'alors. Ce fut l'évolution générale de l'Assemblée, évolution qui conduira à ce paradoxe de faire élaborer une constitution républicaine par une assemblée monarchiste ; il a du moins eu le mérite d'admettre plus tôt que ses collègues qu'il fallait faire des concessions à la République, car elle était le seul régime qui pût s'installer alors en France. Il comprit le premier que, si on ne le lui accordait pas quelques droits, elle aurait vite fait de les prendre tous. D'ailleurs, comment pourrait-on l'accuser d'avoir trahi les d'Orléans, puisque ceux-ci eux-mêmes approuvèrent sa conduite et lui gardèrent leur amitié jusqu'à sa mort.

Dans ces quatre années que dura la vie politique de P.-L. Target, on peut relever trois dates qui furent aussi les grandes dates de l'Assemblée. Ce furent le 1^{er} mars 1871, le 24 mai 1873 et le 30 janvier 1875.

(2) Louis Blanc, *Histoire de la Constitution*.

CHAPITRE IV

Le 1^{er} mars 1871 (1)

Thiers avait depuis le 19 février entamé la négociation des préliminaires du traité de paix. Le 29, il vint à Bordeaux rendre compte de sa mission. Il était harassé, pâle, courbé, épuisé par cette dernière lutte contre le vainqueur.

Les députés ne connaissaient pas encore les exigences de la Prusse ; on savait qu'elle voulait l'Alsace et la Lorraine, mais on ne pouvait y croire. On espérait encore éviter cette mutilation. On ignorait les autres clauses du traité.

Thiers monta à la tribune et commença :

« L'Assemblée nationale, subissant les circonstances de fait dont elle n'est pas l'auteur, ratifie les préliminaires de paix dont le texte est annexé ».

Lorsqu'il voulut lire cette longue liste dont chaque terme lui avait coûté tant d'humiliation, il ne put continuer et il pria M. Barthélémy Saint-Hilaire, secrétaire de la présidence, de prendre sa place. La lecture se fit dans un silence écrasant, tout le monde était atterré ; on n'avait pas voulu croire jusqu'ici que l'ennemi se montrât si exigeant.

Lorsque ce fut fini, Tolain, député de Paris, dit : « Les propositions sont honteuses et inacceptables ».

Toute l'Assemblée approuva ; alors Thiers : « S'il y a de la honte, elle sera pour ceux qui, à toutes les époques, à tous les degrés, ont contribué à amener cette situation ».

(1) *Annales de l'Assemblée nationale*, tome I, 1^{er} mars 1871.

C'était une attaque contre l'Empire, cet Empire qu'on n'avait jamais tant haï qu'aujourd'hui, cet Empire dont ses ennemis devaient en ce moment payer les fautes.

Pour abrégé, Thiers demanda que l'Assemblée se réunît le lendemain afin de voter le texte des préliminaires.

La séance du 1^{er} Mars 1871 fut la plus tragique de l'Assemblée et peut-être de notre histoire parlementaire. Tout le monde était en deuil. Même dans la tribune diplomatique, on ne voyait que des vêtements noirs. On sentait qu'une partie de la France allait disparaître. L'Assemblée était morne, abattue, silencieuse.

Victor Lefranc vint, ancien proscrit du 2 Décembre, demander la ratification :

« Ces conditions sont douloureuses, dit-il, l'âme se révolte avant de vous conseiller d'y souscrire ».

Edgar Quinet protesta contre la force, contre la loi que nous dictait l'Allemagne. Il se révolta au nom des principes contre ce joug. Il parla du droit, de la liberté, mais sa lamentation ne donnait pas une solution.

Thiers à tous ces déchaînements d'indignation répondait d'une voix monotone : « Mais le moyen, donnez-moi le moyen ».

Alors M. Bamberger, député de la Moselle, monta à tribune. Il représentait les populations qu'on allait livrer à l'ennemi.

Il vint les défendre, proclamer leur droit à rester françaises, protester contre l'illogisme qui faisait payer par l'Assemblée une faute dont elle n'était pas coupable.

« Un seul homme, dit-il, un seul aurait dû signer un traité pareil ».

Cris : « Oui, vous avez raison ».

M. BAMBERGER. — Oui, un seul homme, Napoléon III, dont le nom restera éternellement cloué au pilori de l'histoire.

A ce moment, de la droite, partit ce cri : « Napoléon III n'aurait jamais signé un traité honteux ».

Cette voie discordante, créa un moment de stupeur. On ne put croire qu'il se trouvât quelqu'un pour défendre l'Empereur déchu un jour pareil ; on cria : « Qui dit cela ? le nom, le nom de celui qui dit cela ».

Le même membre. — Gallioni d'Istria.

Du petit groupe impérialiste des députés de la Corse, M. Conti, ancien secrétaire de Napoléon III, se leva. Avec beaucoup de courage, car il venait défendre l'opinion des six députés contre six cents collègues à la haine exaspérée, il demanda la parole. Très pâle, il traversa la salle parmi les huées de l'auditoire. Les députés debout, hurlaient :

« Que veut cet homme, hors d'ici les assassins de Décembre ».

M. CONTI. — J'ai été provoqué à parler, je parlerai.

Jules SIMON. — Parlez donc, parlez donc, osez défendre l'auteur de tous nos maux.

Sur l'invitation du président Grévy, M. Bamberger consentit à céder provisoirement la parole à Conti. Celui-ci parla au milieu des cris, des railleries, des injures. Blême, frémissant, il criait par dessus les députés qui tendaient le poing, voulant l'arracher à la tribune : « N'est-ce pas assez d'avoir à voter la mutilation de son pays ?... Faut-il avoir à retrancher de son histoire quelques-unes de ses années les plus glorieuses et dont la prospérité ne sera pas oubliée ».

La colère des députés fut terrible. Il fallut toute l'énergie de Grévy pour qu'on laissât parler l'orateur. On n'entendait

d'ailleurs presque rien de ce qu'il disait : parfois une phrase passait dans une accalmie : « Messieurs, j'étais venu ici dans un but de conciliation et de patriotisme, associer ma responsabilité à la vôtre ; les interrupteurs ne me feront pas descendre de la tribune, car je viens défendre mon pays, tout ce que j'ai aimé, ce que j'ai honoré ».

Plus tard, lorsque les passions se seront calmées, on reconnaîtra la grandeur de cette déclaration, on applaudira au courage de celui qui s'accrocha ce jour-là à la tribune, criant parmi le hurlement : « Je parle pour que la France m'entende, et elle m'entendra ».

Mais lorsqu'il dit : « En attaquant le gouvernement que je défends, vous incriminez la France elle-même qui l'a institué et soutenu par une série de plébiscites », ce fut le déchaînement. Issue du suffrage populaire, l'Assemblée n'aimait guère qu'on lui rappelât que l'Empire avait eu la même origine.

M. de Francieu cria : « Descendez de la tribune. Les bourreaux n'ont pas le droit d'insulter leurs victimes ».

Victor Hugo escalada l'escalier et bouscula Conti. Il voulut prendre la parole, le président l'en empêcha. Quelqu'un cria alors : « La déchéance », et tout le monde répéta le mot. Paul Bethmont, membre du groupe Target, dit qu'une proposition de déchéance allait être soumise à l'Assemblée nationale ; alors, tandis qu'on entendait encore par bribes le discours de Conti, parmi les cris de « déchéance » poussés par les députés, les spectateurs des galeries et même le public massé à l'extérieur, Target rédigea sa proposition et monta à la tribune. Il déposa son papier sur le bureau et, sur l'invitation du président, en descendit aussitôt. La séance fut alors suspendue.

Lorsqu'elle reprit, Grévy donna aussitôt la parole à Target qui fit la déclaration suivante :

« L'Assemblée nationale doit être impatiente de reprendre la discussion du douloureux traité, mais avant de donner suite à l'incident qui vient de se produire, je propose la motion suivante :

» L'Assemblée nationale clot l'incident, dans les circonstances douloureuses que traverse la Patrie, en face des protestations et des réserves inattendues, confirme la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie, déjà prononcée par le suffrage universel, et le déclare responsable de la ruine, de l'invasion et du démembrement de la France » (1).

Tout le monde applaudit.

Lorsque Target eut laissé la tribune libre, Thiers demanda que Conti y revînt pour tenter de justifier l'Empire. Celui-ci essaya de remonter l'escalier ; épuisé, il ne le put. MM. Gallioni d'Istria et Gavini durent le soutenir. Gavini vint à la tribune et proclama que l'Empire, ayant été établi par quatre plébiscites, ne pouvait être renversé que par un autre plébiscite. Thiers dit alors :

« Les bonapartistes répètent partout que ce ne sont pas eux qui sont coupables de la guerre. Ils disent que c'est nous.

» Eh bien ! Je leur donne un démenti à la face de l'Europe. La France n'a pas voulu de la guerre, c'est vous qui l'avez voulu... et c'est une punition du Ciel de vous voir

(1) *Signé* : Target, Paul Bethmont, Jules Buisson, René Brice, Charles Rolland, Tallon, duc de Marmier, Pradier, Ricard, Girard, Lambert de Sainte-Croix, Wilson, Charles-Alexandre Baragnon, Léon Say, Victor de Laprade, Farcy, Marcel Barthe, comte d'Osmoy, Wallon, Charles Rive, comte de Brellès, Thurin et Willain.

obligés ici de subir le jugement de la Nation qui sera aussi le jugement de la postérité ».

On vota et la motion Target fut adoptée à l'unanimité moins six voix, les voix du groupe bonapartiste.

De ce jour commença le rôle et la célébrité de Target ; il ne prétendait pas par sa proposition, ajouter rien à une déchéance déjà proclamée le 4 septembre. Il ne voulait pas non plus porter un dernier coup à l'Empire abattu. Il fut ce jour-là ce qu'il sera pendant quatre ans, l'interprète perspicace des opinions de l'Assemblée. Il exprima en formules précises tous les sentiments confus qui agitaient celle-ci. Ce sera désormais son rôle. D'autres imposeront leur opinion à l'Assemblée. Lui attendra que cette opinion soit formée et, s'il la partage, il la proclamera. C'est pourquoi il fut l'homme des interventions tardives, mais décisives.

Ce jour-là sa déclaration se produisit au moment le plus opportun. Elle permit à l'Assemblée de clore un débat douloureux et de rejeter la responsabilité de la guerre sur Napoléon III. Elle libéra toute sa conscience. Elle l'innocenta de la faute qu'elle payait alors, elle permit aux députés de se sentir dégagés de la responsabilité de la guerre et de mieux en supporter les conséquences.

CHAPITRE V

Entre le 1^{er} mars 1871 et le 24 mai 1873, le rôle politique de M. Target fut assez terne. Il eut la vie de tous les députés d'alors ; partageant leurs angoisses lors des troubles de la Commune, participant avec eux à la libération du territoire, il manifesta cependant son activité par un grand nombre de propositions d'interventions. Il joua un rôle important au cours des débats sur la pétition des évêques.

Le 22 juillet 1871, la Chambre eut à examiner un rapport sur une pétition signée de plusieurs évêques demandant à l'Assemblée nationale « d'inviter le Gouvernement à se concerter avec les puissances étrangères afin de rétablir le Souverain Pontife dans les conditions nécessaires à sa liberté d'action et au Gouvernement de l'Eglise catholique ».

Le Pape était alors en effet gêné dans l'exercice de son autorité par le Gouvernement italien ; déjà en 1864, Thiers avait demandé à intervenir en sa faveur et la pétition des évêques ne faisait que reproduire ses propres paroles prononcées au Corps législatif.

Directement visé, Thiers vint à la tribune, dire que son opinion n'avait pas changé, mais que vues les circonstances, il demandait à l'Assemblée de s'en rapporter au bon vouloir du Gouvernement. C'était en somme demander une carte blanche et ne prendre aucun engagement.

Mgr Dupanloup vint soutenir la pétition. M. Batbie proposa un ordre du jour, traduisant la prétention de Thiers. Target monta à la tribune et proposa, d'accord avec MM. Delille et Guiraud un ordre du jour, demandant le renvoi de

la pétition au ministre des Affaires étrangères. La motion Target fut adoptée par 431 voix contre 82 à celle de M. Thiers. Target donc, dès juillet 1871, quoiqu'ami de M. Thiers, ne craignit pas, en une matière importante, de s'élever contre la prétention du chef du pouvoir exécutif et celui-ci estima sans doute que c'était là un acte de bonne guerre, car leurs relations demeurèrent très amicales, du moins pendant les deux années qui suivirent.

CHAPITRE VI

Le 24 Mai

Le 24 Mai 1873, fut la grande date de l'Assemblée. Ce jour-là décida de son orientation. Jusque là, elle avait toujours voulu attendre, s'éterniser dans le provisoire et l'équivoque. Elle s'était attribué elle même la mission de donner un gouvernement à la France. Elle était devenue, de sa propre initiative, constituante, alors qu'à son origine elle avait pour unique rôle de ratifier le traité de paix ; mais, s'étant donné cette tâche, elle se trouvait fort embarrassée. En majorité monarchiste elle avait cru qu'il lui serait facile de faire triompher la cause royaliste. En réalité nous avons vu que rien n'était plus difficile et, déchirée par ses luttes intérieures, elle ne parvenait pas à se décider. D'un commun accord, tout le monde attendait et la situation aurait pu ainsi se prolonger longtemps, si le 24 mai n'avait précipité les événements.

A partir du 24 mai, l'orientation de l'Assemblée va changer. Les concessions seront plus facilement acceptées. La constitution n'a pu être votée que grâce au 24 mai 1873.

S'il fut un des grands jours de l'Assemblée, il fut « le jour » de M. Target. Le 24 mai créa sa notoriété. Dans l'histoire, il demeurera l'homme du 24 mai ; ce jour-là ne vit pas cependant une grande révolution, simplement M. Thiers démissionna. Ce fait ne prend pas à première vue toute son importance, et pourtant, c'est lui qui décida du destin de la République. Il se déroula ce jour-là à Versailles une ba-

taille où les deux combattants étaient, d'un côté l'Assemblée en majorité monarchiste, de l'autre M. Thiers.

A ce moment, Thiers était dans toute sa gloire et il le savait bien ; le pays entier lui devait une immense reconnaissance et ne la lui marchandait pas. Pendant l'Empire, il avait été la pythie qui avait prédit les désastres. Lorsque ses prophéties s'étaient réalisées, il avait eu le courage d'accepter la succession impériale. Il était venu, après Sedan, après la défaite et ses lamentables conséquences, il avait été le sauveur, avait soigné le pays blessé, lui avait évité les dernières humiliations. Ce vieillard avait discuté âprement la moindre parcelle de terrain, le plus petit chemin qu'on cédait à l'ennemi. Harcelant infatigablement Bismarck, il avait réussi à diminuer la dette de la France. Ensuite il n'avait eu de cesse que les Allemands eussent quitté le territoire. Deux ans après la défaite, quatre départements seulement étaient occupés et allaient bientôt être libérés. La dette de la France était presque amortie. L'Assemblée lui avait une dette particulière. C'était lui qui presque seul avait dirigé la lutte contre la Commune. Si celle-ci avait triomphé, que seraient devenus les députés ? Les insurgés semblaient à Versailles, après la loi des otages, de vrais sauvages. On imaginait sans peine les fusillades collectives, les massacres, qui auraient suivi leur victoire. S'ils triomphaient, c'était une nouvelle terreur qui commençait, c'était l'avènement d'une Convention, la disparition de vieilles traditions si chères aux membres de l'Assemblée. M. Thiers avait évité ces désastres. On l'en avait remercié, certes ; mais le danger était écarté, on avait un peu oublié. Les assemblées sont ingrates et maintenant pour M. Thiers, après Bismarck, après l'insurrection, l'ennemi c'était la Chambre.

Elle était monarchiste et ne s'en cachait pas, tandis que Thiers s'était rallié à la cause républicaine ; mais surtout elle

était fatiguée de lui ; elle voulait jouer son rôle. Or, Thiers le lui confisquait. Il avait libéré le territoire tout seul. Toute la gloire lui en revenait, l'Assemblée n'en avait pas sa part. Devant la postérité, elle craignait de n'être que l'Assemblée de M. Thiers. Elle l'avait supporté tant qu'il avait été indispensable, et qu'elle ne pouvait remplir le rôle qu'il jouait. Aujourd'hui son œuvre était terminée, il devait disparaître avec elle, il devenait gênant. C'était en somme le choc de deux vanités.

Le 24 Mai ne fut donc pas un accident parlementaire. Ce fut une conspiration longuement préparée, habilement menée, dont le chef fut le duc Albert de Broglie. Le complot porte sa griffe ; on y retrouve à tout endroit son application, sa ténacité. Il commença à exécuter son plan le 21 février 1873. M. Thiers avait une arme terrible, sa parole. On la lui enleva par la fameuse « Constitution chinoise » qui fut votée le 13 mars. Cette constitution fut un chef-d'œuvre d'hypocrisie. Sous prétexte de mieux honorer Thiers, on le baïllonnait. En premier lieu, lorsque le Président de la République voulait prendre la parole devant l'Assemblée, il devait annoncer son intention la veille, par un message. On expliquait cette disposition en disant qu'ainsi les membres sauraient à l'avance que M. Thiers allait parler et qu'ils viendraient plus nombreux pour l'écouter. En réalité on l'empêchait d'intervenir dans le débat à l'improviste. Il devait assister impuissant aux attaques qu'on pouvait porter contre lui et ne pouvait répondre que le lendemain, « à froid », alors que le mal était déjà fait. Il était obligé de prononcer des discours de cabinet, étudiés, alors qu'il excellait dans les réparties et les interruptions pernicieuses.

En second lieu, afin de ménager, disait-on, un homme d'un si grand âge, il ne pouvait assister aux séances de la Chambre,

sauf pour y prendre la parole. Il devait quitter la salle aussitôt après ; la délibération sur son discours se passait donc hors de sa présence.

Les conspirateurs pouvaient encore être gênés par le président, Grévy, homme de gauche et ami de Thiers. Il fallait un président de droite qu'on aurait dans sa main. Sous un prétexte, on obligea Grévy à démissionner. Quoique réélu, il comprit ce qui se tramait et maintint sa décision.

Le 4 avril, M. Buffet, le beau-frère de Target, le remplaça. C'était un homme, grand, froid et distant ; son visage fermé, son teint pâle, ses lèvres pincées sur un menton proéminent lui donnaient l'aspect d'un homme de loi sévère. Il parlait fort bien, d'une voix grave et mesurée. Surveillant de près l'assemblée un peu agitée qu'il présidait, il découvrait vite tout élément de trouble ; alors M. Buffet était impitoyable. Il faisait régner sur tous une discipline de fer, n'épargnant personne, pas même Thiers qui enrageait de se voir lui aussi rappelé à l'ordre. Il fut le premier qui s'assit au fauteuil vêtu de l'habit noir et cravaté de blanc. Il déchaîna alors le rire de toute l'Assemblée. Il n'en demeura pas moins impeccable. Peu à peu on s'habitua à cette tenue qui fut bientôt de rigueur. Avec lui la droite était tranquille. Il ne favoriserait pas Thiers. La Chambre s'ajourna ensuite du 8 avril au 19 mai.

Pendant cette vacance s'effectua l'élection Barodet, où beaucoup veulent voir la raison de la chute de Thiers. En réalité elle n'apporta qu'un simple appui, mais un appui très efficace, à la conjuration.

Barodet était maire de Lyon, Thiers supprima la municipalité de cette ville et Barodet se trouva du même coup déposé de ses fonctions. Or, à ce moment, après la Commune, la municipalité de Paris sentit que son tour allait bientôt

venir. Après Lyon, la capitale pouvait fort bien voir sa municipalité supprimée par Thiers. Aussi par mesure de protestation, lorsque M. Barodet vint se présenter à la députation à Paris, il fut élu triomphalement le 27 avril. Le coup fut très sensible à M. Thiers, d'autant plus qu'il avait patronné contre Barodet la candidature de M. de Rémusat. Deux blâmes lui étaient infligés coup sur coup et son prestige en fut fortement ébranlé. Il comprit le danger et le 16 mai tenta de réagir.

Depuis quelque temps, avec l'aide de MM. de Rémusat et Dufaure, il avait rédigé un projet de constitution républicaine et crut le moment venu de le faire voter. Il savait qu'il aurait derrière lui tout le pays qui voulait sortir du provisoire et qui l'aimait, mais l'obstacle était l'Assemblée. Or, outre la conjuration qui s'était dressée contre lui, il avait donné à celle-ci de nouveaux motifs de se méfier. Depuis quelque temps, il s'appuyait sur la gauche radicale qui devenait de jour en jour plus forte. Et, le programme radical, nous l'avons vu, était plus encore que le pouvoir personnel, la terreur profonde de l'Assemblée.

Le 16 mai, deux ministres, MM. de Goulard et Jules Simon donnèrent leur démission. A ce moment une planche de salut s'offrait à Thiers s'il appelait les droites à collaborer. Il fit alors maladroitement le jeu du duc de Broglie. Il rompit tout attache avec la droite et prit dans le ministère trois membres de la gauche : Casimir Périer, Bérenger et Waddington. Il acceptait donc la bataille : la droite n'avait plus comme seul motif à le faire tomber, sa lassitude de lui ; elle pouvait invoquer des principes.

Le 19 mai, à l'ouverture de la séance, le président lut cette déclaration :

« Les soussignés, convaincus que la gravité de la situation exige à la tête des affaires un cabinet dont la fermeté rassure le pays, demande à interpeller le Gouvernement sur les récentes modifications qui viennent de s'opérer dans son sein et sur la nécessité de faire prévaloir dans le Gouvernement une politique résolument conservatoire ».

La motion était déposée par le général Changarnier. Il avait mis d'autant plus d'empressement à la rédiger qu'il espérait bien, après le renversement de Thiers, être appelé à le remplacer comme la droite le lui avait promis. M. Thiers répondit par le dépôt de son projet de constitution républicaine. Pour le pays, pour l'histoire, il paraissait donc s'agir de choisir entre la République avec M. Thiers et le provisoire avec la majorité royaliste. En réalité le débat était beaucoup plus complexe.

Le 23 mai, Thiers déclara que sa responsabilité était engagée, qu'il suivrait le sort de son ministère. Il servit ainsi encore une fois le duc de Broglie. Il ne se conduisit pas en président de la République, mais en chef de cabinet parlementaire dont l'existence dépend de la tournure d'un débat.

Le duc de Broglie prit alors la parole. Son discours fut un réquisitoire contre Thiers ; cet homme si maître de lui pourtant ne put se défendre de marquer la jalousie que l'Assemblée portait au chef du pouvoir exécutif. Il reprocha à l'ancien ministre, M. de Goulard, d'avoir dit que Thiers était le seul à avoir libéré le territoire et proclama que c'était là une offense à l'Assemblée nationale. Il dit ensuite le danger où conduirait la politique radicale de Thiers. Son discours fut profondément habile. Il sut agiter devant l'Assemblée tous les épouvantails, l'anarchie, la commune, les radicaux au pouvoir.

Dufaure répondit violemment. Pendant ce temps, Thiers rageait, ne pouvant intervenir dans le débat, n'ayant point la possibilité de répondre à toutes les attaques qu'on lui portait. M. Buffet lut alors un message que le Président venait de lui faire parvenir, demandant à intervenir dans la discussion : « Usant du droit que la loi me confère et que la raison seule suffirait à m'assurer ».

Le 24 mai, il vint se défendre, son plaidoyer fut très savant. Il tenta de déjouer le piège de la droite en demeurant sur le terrain strictement constitutionnel. Il voulut s'identifier avec la République, obliger l'Assemblée à voter contre le principe républicain si elle votait contre lui. La masse du pays, qui ne s'attardait pas aux nuances qui pouvaient exister dans la conception du mot République, était ainsi dressée entièrement par lui contre l'Assemblée.

« J'ai pris mon parti sur la question de la République. Oui, je l'ai pris. Ce qui m'y a décidé, c'est qu'aujourd'hui pour nous, pour vous, la monarchie est impossible ; on n'occupe pas un trône à trois ».

Il termina par une apostrophe très violente au duc de Broglie. M. Ernoul se leva et déposa le projet d'ordre du jour suivant : « L'Assemblée nationale, considérant *que la forme du Gouvernement n'est pas en discussion*, que l'Assemblée est saisie de lois constitutionnelles, présentées en vue d'une de ses décisions et qu'elle doit examiner, mais que, dès aujourd'hui, il importe de rassurer le pays, en faisant prévaloir dans le Gouvernement une politique résolument conservatrice, regrette que les récentes modifications ministérielles n'aient pas donné aux intérêts conservateurs la satisfaction qu'ils avaient le droit d'attendre, et passe à l'ordre du jour ».

La question constitutionnelle était ainsi écartée. On se plaçait sur le terrain purement politique. L'adoption d'un tel

ordre du jour, c'était la chute du cabinet et par là même, de M. Thiers qui s'était déclaré solidaire de ses ministres.

M. Denormandie, partisan du calme, vint atténuer la portée de l'ordre du jour Ernoul. Il déclara que lui et ses amis voteraient l'ordre du jour pur et simple réclamé par le Gouvernement, mais à la condition qu'il fût bien entendu qu'il souhaitait que le Gouvernement fît enfin profession plus résolument de politique conservatrice.

C'était une planche de salut, un ordre du jour modéré, permettant à Thiers de demeurer au pouvoir.

Dufaure monta aussitôt à la tribune et, dans un langage très hautain, déclara que si le ministère acceptait l'ordre du jour pur et simple, il ne l'acceptait que dégagé des restrictions dont l'avait accompagné M. Denormandie. Le *Moniteur du Calvados* écrit à ce sujet :

« C'est comme si M. Dufaure avait dit : Nous noyons le Président de la République ; M. Denormandie, vous lui tendez une perche, arrière votre perche, nous allons le noyer tout de même (1) ».

A ce moment intervint Target. Il était du centre droit, certes, mais il s'y était assis tellement à gauche qu'on ne savait plus très bien s'il était encore centre droit ou déjà centre gauche. C'était de plus un ami de M. Thiers pour qui il professait une grande admiration. Enfin, depuis quelque temps, il proclamait ouvertement qu'il acceptait la République.

Aussi, en le voyant s'avancer à la tribune, les gauches reprirent espoir. Il venait certainement rétablir la situation, leur apporter les voix de son groupe et Thiers était sauvé.

(1) *Moniteur du Calvados*.

De lui dépendait l'issue du débat ; il se fit donc un grand silence lorsqu'il lut ces mots :

« En mon nom et aux noms d'un certain nombre de mes collègues, je viens faire une déclaration, afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté dans le vote. Tout en nous associant à l'ordre du jour, *nous nous déclarons résolus à accepter la solution républicaine, telle qu'elle résulte de l'ensemble des lois constitutionnelles présentées par le Gouvernement et à mettre fin à un provisoire qui compromet les intérêts matériels et moraux du pays* ; nous entendons, en adoptant cet ordre du jour, manifester la pensée que le Gouvernement de la République, *doit faire prévaloir désormais par ses actes une politique nette et énergiquement conservatrice* ».

On ne comprit pas tout d'abord en quel sens M. Target se proposait de voter. Quelques membres crièrent :

« Quel ordre du jour adoptez-vous ? ».

M. TARGET : L'ordre du jour Ernoul.

Il y eut un moment de stupeur. Les espoirs de gauche s'écroulèrent. Target semblait se rallier à la droite, abandonner Thiers. C'était la fin.

La déclaration était signée : Target, Cottin, Prétavaines, Balsan, Mathieu, E. Martel, Bodet, Caillaux, Tallon, Passy, Delacour, Vingtain, Lefébure, Déselligny, Dufournel, Daguihon.

Vint le vote. L'ordre du jour pur et simple réclamé par le Gouvernement fut repoussé par 362 voix contre 348. Le Cabinet était renversé par 14 voix. M. Thiers, suivant ainsi qu'il l'avait annoncé le sort de son ministère, envoya sa démission à 8 heures du soir. A 10 heures, l'assemblée décida que le maréchal de Mac-Mahon le remplacerait, et immédiatement une délégation alla annoncer la nouvelle au maréchal qui accepta. M. Buffet essaya alors de faire l'oraison funèbre du

Président démissionnaire. L'Assemblée s'insurgea contre ce baiser de Judas et les clameurs l'empêchèrent de continuer.

M. Dufaure exerça la verve de son ironie contre Target, appela « discours considérable » sa courte déclaration et Target commença à éprouver toutes les difficultés de la situation qu'il avait créée.

La responsabilité de la chute de Thiers lui revient certainement ; nul doute que s'il avait voté pour le Président comme l'assemblée s'y attendait, celui-ci aurait obtenu la majorité.

Aussi, ce fut un beau tapage à Lisieux lorsqu'on apprit les événements. Le pays tout entier, rallié à la République, approuvait la politique de l'ancien Président qu'il identifiait avec le régime républicain. Le *Lexovien* écrivit le 28 mai 1873 (4) :

« Les nouvelles des votes de l'Assemblée nationale, la démission de M. Thiers et de ses ministres a causé dans notre ville une longue et pénible émotion. On en commentait les conséquences au point de vue des intérêts industriels en souffrance depuis si longtemps déjà, et il faut bien le dire pour être exacts et sincères, ces commentaires n'étaient point favorables à la révolution parlementaire qui venait de s'accomplir et qu'on ne considérait pas comme devant mettre fin à la crise commerciale que subit le pays et marquer une reprise des affaires.

» Mais cette émotion s'est changée en irritation et en colère lorsque les journaux ont appris l'attitude prise par M. Target dans cette grave discussion parlementaire et la large part qui lui incombait dans le renversement de M. Thiers.

» Or, M. Target parlait au nom de 15 députés parmi lesquels figure M. Delacour, également député du Calvados, et

(4) *Le Lexovien*, 28 mars 1873 : Nouvelles locales.

si ce groupe eût voté contre l'ordre du jour de M. Ernoul, le gouvernement de M. Thiers aurait bénéficié de 30 voix, c'est-à-dire qu'il aurait obtenu 16 voix de majorité, au lieu d'une minorité de 14 voix. Dès lors tout le monde ici comprend que le vote de M. Target et du groupe auquel il semble commander, a déterminé le renversement de M. Thiers. Cette appréciation a d'ailleurs été confirmée le lendemain par la correspondance du *Journal de Rouen* où se trouvait la réponse suivante faite par M. Thiers à quelques personnes qui le visitaient, tandis que l'Assemblée lui cherchait un successeur :

« M. Target, disait-il, membre du centre gauche, avec » lequel il avait toujours marché jusqu'à présent, était pour » des raisons particulières passé à la droite avec armes et » bagages, c'est-à-dire avec quelques amis, et par ce seul » fait, la majorité s'est trouvée déplacée ».

« Le doute n'était plus possible et les appréciations des journaux distribués postérieurement ont achevé de le dissiper.

» Nous ne nous ferons pas l'écho de récriminations que nous entendons formuler autour de nous. Il suffira de dire que ceux qui ont le plus puissamment contribué à son élection sont ceux-là mêmes qui s'expriment avec le plus de vivacité.

» Un seul mot d'ailleurs, les résume : M. Target, répète-t-on partout, a déterminé le vote de l'ordre du jour Ernoul entraînant la démission de M. Thiers. Protestons contre ce vote en choisissant M. Thiers pour candidat aux prochaines élections. Nous étions à la recherche d'un candidat aux lieu et place de M. Target, il est maintenant trouvé. C'est M. Thiers ! ». Les lecteurs apprécieront.

Le *Journal de Caen* n'invoquait plus seulement les raisons politiques ou les erreurs de tactique, il faisait vibrer la sentimentalité de ses lecteurs (1) :

« C'est un ami de M. Thiers et de ses meilleurs amis encore. C'était l'agent des manœuvres habiles des dernières heures. Ce rôle, encore hier il l'a rempli ; la manœuvre de la dernière heure, il l'a exécutée ; seulement cet ami de M. Thiers a tiré sur lui le coup de grâce. Il n'est pas arrivé trop tard comme Grouchy à Waterloo, non, il a fait mieux, il a fait sa jonction avec Blücher.

» Il avait vraiment bien choisi ses amis, M. Thiers ! ».

Les électeurs même de Target lui écrivirent en l'injuriant.

L'un d'eux lui envoya le 30 mai une lettre ainsi conçue : « Je suis de Caen et j'ai voté pour vous, mais votre dernier vote est odieux ; dans l'ordre politique votre conduite est aussi blâmable que celle du traître Bazaine, dans l'ordre militaire et il signe : Votre ancien électeur qui ne le sera jamais plus (2) ».

Un autre lui envoya une feuille blanche sur laquelle étaient écrits simplement ces trois mots : « Target, Delacour, Pouah ! ! »

Les habitants d'Orbec envoyèrent à M. Thiers une adresse ainsi conçue pour désavouer leur mandataire (3) :

« *A Monsieur Thiers, député à l'Assemblée nationale* ».

» Les habitants d'Orbec soussignés, tiennent à vous témoigner les vifs et sincères regrets que leur cause votre démission ; ils n'oublieront jamais le grand patriote qui a mené à bonne fin la libération du territoire.

(1) *Journal de Caen*, jeudi 29 mai 1873.

(2) Archives du château de Bourguignolles.

(3) *Idem*.

» Electeurs de l'arrondissement de Lisieux, ils tiennent encore à protester énergiquement contre le vote encore incompris de celui des députés du Calvados qui pouvait se croire plus particulièrement leur mandataire.

» Ils vous prient, Monsieur le Député, d'agréer l'assurance de leur respectueuse considération et de leur vive sympathie ».

Mais le chef-d'œuvre fut cette lettre d'un électeur que Target ne reçut que le 7 juillet 1873, car il faut croire que la gestation de ce poème avait demandé un mois à son auteur (1) :

Toujours d'un vendredi la venue importune,
Produisit un fléau, créa quelque infortune.
Ce fut un vendredi que Socrate expira,
Qu'Hippocrate, en fureur, créa le choléra,
Que Virgile mourut, que Rollin prit la plume,
Que l'Encyclopédie à son premier volume
Inaugura chez nous le temple de l'ennui.
Et c'est, vous le savez, encore un vendredi,
Que la droite aux abois pousse son cri d'alarme,
Assemble ses soldats, leur fait prendre les armes ;
Changarnier les commande et ce grand général,
Qui n'a pas dans la guerre encore trouvé d'égal,
Parcourt avec orgueil tout son front de bataille,
Et promet d'écraser Thiers et la radicaïlle.
Sonneur de la trompette et batteur de tambour,
Baragnon l'invincible et Carayon la Tour
Entraînent après eux leur superbe cohorte
Qui doit, en ce grand jour, mettre Thiers à la porte.
Lors, on voit s'avancer, entre les plus vaillants,
Du Temple et Lorgetil. Mais Monsieur d'Orléans
Et le curé Jaffré, craignant une surprise,
Se tiennent les derniers, prudents les gens d'Eglise.
De Goulard les défend. Sous ce chef redouté
Marche le Dahirel l'escadron indompté.
La bataille s'engage. Avidé de vengeance,
Contre eux avec Périer Jules Simon s'avance.
Chacun fait en ce jour noblement son devoir.
De Broglie, animé d'un sombre désespoir,

(1) Archives du château de Bourguignolles.

Semble quelques instants forcer la destinée,
Mais Thiers accourt, tout change au fort de la mêlée,
Le tombeur Lorgeril et d'Audiffret-Pasquier,
Le chevalier du Temple et Martin le Drapier.
Vainement Dubardan, porteur d'un blanc panache,
Appelle ses Bretons !... Barodet se détache
Et soutenu de Ranc s'ouvre un chemin sanglant
Sur les corps de ces preux, Changarnier chancelant
Sent doubler sa valeur à ce moment funeste.
De sa dernière dent, il aigüise le reste,
Il veut mordre. Oh ! douleur ! le vieillard éperdu
Laisse au nez de Périer son chicot suspendu !
« Ah ! tu fais le méchant », dit l'autre plein de rage,
« Vieux soudard, tu mourras », et son glaive sauvage
Lui labourant le flanc d'un coup immédiat,
Pour un monde meilleur lui signe un exeat ;
Cependant sous l'effort d'une charge dernière
De Kerdrel et Goulard ont mordu la poussière...
Aussitôt à son cou chacun a pris ses jambes
Et jamais les droitiers ne furent plus ingambes.
Dupanloup et Fresneau font sonner, éperdus,
La retraite et, d'un bond, grimpant dans l'omnibus,
Jurant, mais un peu tard, qu'on ne les y prendraient plus.

Samedi soir :

Au moment décisif, de Target la phalange
Lâche pied... la victoire en désastre se change
Cette défection
Fait qu'on immole Thiers à la réaction.

On peut se représenter en effet, toute l'intensité d'une pareille émotion. M. Thiers était pour la masse de ses contemporains le grand homme de l'époque et il était mal porté en dehors de l'Assemblée d'être son adversaire. Le peuple voit toujours les questions politiques sous un jour très limpide. Les solutions lui en paraissent simples. Elles le sont moins pour ceux qui sont directement mêlés aux affaires.

L'opinion considéra la « défection du groupe Target » comme une trahison envers Thiers. Or, sa chute même grandissait celui-ci. Il devenait une gloire nationale persécutée par les

envieux. Y avoir porté atteinte semblait une injure à la France.

Dès lors, pourquoi un homme comme Target, qui ne prenait pas ses décisions à la légère, était-il allé au-devant de cette réprobation ?

Tout semblait l'obliger à voter pour Thiers. Si donc il a contribué à le renverser, c'est qu'il avait pour cela des raisons très fortes. On l'a sans doute jugé trop vite, sans chercher à comprendre ce qui a déterminé son acte et sans analyser les termes de sa déclaration.

Target n'était point de la conjuration qui avait préparé la chute de Thiers. Le duc de Broglie ne l'avait pas pressenti, parce qu'il était très près des gauches et que la droite s'en méfiait. De plus, comme on le savait ami de Thiers, il paraissait difficile de le faire adhérer à l'idée du renversement. Il était donc parfaitement libre.

Or, non seulement il a voté contre Thiers, mais encore il a fait une déclaration où beaucoup ont vu une aggravation de son vote, une dernière attaque contre le Président.

On lui a d'abord reproché d'avoir tiré sur un ami.

C'est de nos jours un accident parlementaire qui se présente moins fréquemment, parce qu'on ne compte comme amis politiques que ceux qui partagent nos convictions. La discipline de partis est aujourd'hui très ferme au sein du Parlement. On considérerait comme transfuge un député qui ne voterait pas comme le reste de son parti. En 1873, il n'en était pas de même. Chacun gardait son individualité et son indépendance dans son groupe. Les partis étaient beaucoup moins fortement organisés qu'aujourd'hui. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que Target votait ainsi contre Thiers et accompagnait son vote d'une déclaration. Déjà lors de la

pétition des évêques, comme nous l'avons vu, il avait fait adopter un ordre du jour contraire à celui présenté par Thiers.

Il avait d'ailleurs prévenu Thiers à la veille du 24 mai, qu'il voterait contre lui, s'il continuait sa dangereuse politique radicale (1) :

« Revenant le 23 mai du Calvados, je crus devoir aller faire une visite au Président. Il était assis sur un des canapés de la Préfecture de Versailles, ayant à son côté M. Vitet.

» Vous revenez, me dit-il, du Calvados ? Quelles impressions en rapportez-vous ? — On y est inquiet, répondis-je, du conflit que l'on pressent entre la majorité conservatrice et vous. L'opinion publique reconnaît vos services. Elle souhaite que l'entente se rétablisse entre vous et la majorité, mais son concours est nécessaire pour qu'elle vous reste fidèle ».

Vitet le rejoignit dans un autre salon et lui dit :

« Que voulez-vous ? Le Président est convaincu qu'il ne peut se séparer de la gauche dont le concours dévoué lui a été promis ».

Avant la séance décisive :

« J'ai cru devoir prévenir le nouveau ministre, M. Casimir-Périer, que 15 à 20 de mes collègues ne se décideraient à émettre un vote favorable au Gouvernement, que si dans son discours, il réparait les imprudences qui avaient irrité les conservateurs ».

« Je ne regrette pas, écrit-il encore, la part que j'ai prise à la chute de M. Thiers, à laquelle je ne proposais pas de coucourir s'il ne l'avait pas provoquée. Elu par les conservateurs, je suis resté fidèle au mandat qu'ils m'avaient donné ».

(1) Journal inédit de Target (archives du château de Bourguignonles).

On ne peut donc accuser Target d'avoir tiré dans le dos de Thiers et il l'a, bien au contraire, prévenu ; il a démontré la faute qu'il commettait, exposé les raisons qui, malgré son amitié, l'empêcheraient de voter pour lui. Loin de le trahir, il a au contraire essayé de le mettre en garde, et cherché à lui donner les moyens de triompher, moyens que le Président pouvait facilement employer sans renier sa politique.

Ce n'est pas Target qui a trahi une amitié politique, mais bien au contraire M. Thiers qui, en s'alliant avec la gauche radicale, cherchait chez elle un nouvel appui et abandonnait ses anciens amis. Target avait un certain courage à venir ainsi prévenir le Président. En tout cas, on ne peut le blâmer d'avoir voté contre ses amitiés. C'est là un acte inspiré d'une haute conscience du devoir parlementaire. Il fit passer le respect de ses convictions, la cause qu'il s'était attaché à défendre, avant ses amitiés personnelles.

On a ensuite cherché à relever une certaine incohérence dans sa vie politique. Voilà un homme, a-t-on dit, qui le 24 mai fait le jeu des droites, entre en somme en conjuration, renverse M. Thiers qui personnifie alors la République, et c'est lui qui, au 30 janvier 1875, aidera le plus fortement à établir la République.

Pour expliquer cette contradiction apparente, il faut lire attentivement la déclaration de Target. Elle contient une phrase de plus que l'ordre du jour Ernoul :

« Nous nous déclarons résolus à accepter la solution républicaine, telle qu'elle résulte de l'ensemble des lois constitutionnelles présentées par le Gouvernement, et à mettre fin à un provisoire qui compromet les intérêts matériels et moraux du pays », alors que l'ordre du jour des droites porte : « Considérant que la forme du Gouvernement n'est pas en discussion ».

C'est là une différence capitale. Target, plus tôt que la majorité dont il faisait partie, a compris que la monarchie ne pouvait s'installer en France. Lui aussi, comme Thiers, a pris position sur la question de la République, parce « qu'on n'occupe pas un trône à trois ».

Alors que les droites ne veulent pas envisager le problème et se complaisent dans un provisoire néfaste, lui, examine la question et la résout dans le même sens que Thiers. Un fait est indéniable : il accepte la République. On ne peut donc lui reprocher d'avoir changé d'opinion en lui donnant le jour en 1875.

On répond alors qu'il a péché par inconscience et que, empêchant la République de naître le 24 Mai, il a obligé ainsi la France à demeurer dans le provisoire, tout en désirant l'en faire sortir.

C'est là qu'il faut examiner et dégager le véritable problème qui se posa à lui le 24 Mai.

La grande habileté de Thiers avait été de s'identifier avec le principe républicain, de faire croire qu'avec lui la doctrine disparaîtrait et c'était l'idée qu'avait admise sans discussion l'opinion publique. En réalité il n'en était pas ainsi. On imagine trop souvent que la démocratie ne peut avoir qu'une forme. Elle est cependant beaucoup plus variée que le régime monarchique et change d'esprit et d'aspect selon les individus qui la créent ou la dirigent.

M. Thiers voulait une République qui eût été la République de M. Thiers. Or, Target avait vu la République de 1848 sombrer dans la dictature. Il eut peur de voir se renouveler ce désastre. Thiers était en 1873 plus populaire encore que ne l'était Napoléon III en 1851 ; il était tout aussi ambitieux. Quoiqu'il s'élevât avec vigueur contre les despotes, il était au fond tout prêt à suivre leurs traces.

Il avait si souvent manifesté son goût du pouvoir que le général Changarnier le traitait de « dément sénile » ; il avait, pendant la Commune, montré qu'il ne reculerait devant rien pour affirmer son autorité. On revoyait les fusillades, le mur des Fédérés, et tout souillé du sang des barricades, il apparaissait bien à l'Assemblée comme un « vieillard sinistre ». Il avait déjà une petite cour ; on parlait des « courtisans de M. Thiers ». Le cadre de Versailles entretenait ses idées de grandeur. Sa vanité devenait démesurée. La République n'aurait en somme existé que pour lui et que par lui. Soutenu par le pays, presque plébiscité, il aurait tôt fait de se débarrasser de l'Assemblée si elle le gênait. Le système parlementaire serait vite faussé. On courait à un nouveau despotisme.

C'était donc un grand danger d'être livré à toutes les fantaisies de cet esprit mesquin, rancunier, mais le plus terrible était que Thiers, abandonnant ses amis orléanistes et modérés, était brusquement passé à la gauche radicale. Or, nous avons vu quel était le programme de cette fraction de l'Assemblée et combien il effrayait les députés conservateurs.

M. Thiers, en s'appuyant sur eux, faisait figure de révolutionnaire. Le maintien de Thiers au pouvoir, c'était l'avènement des radicaux, c'est-à-dire la mort du conservatisme, la destruction de la vieille société.

Or, Target, était hanté par deux idées, nous l'avons vu, la haine du pouvoir personnel, la terreur du programme radical.

Le rôle qu'il joua au 24 Mai s'explique donc ainsi de lui-même. Il n'est que l'application des principes auxquels il fut fidèle toute sa vie. Thiers avait dit autrefois : « La République sera conservatrice, ou elle ne sera pas ». Il se parjurait, voulait faire une République radicale, dont il serait le

chef, presque tout-puissant. On était loin du principe de la République conservatrice ou de la monarchie de Juillet. Le système parlementaire allait à son abandon.

Ainsi s'explique la seconde partie de la déclaration de Target et son vote :

« Nous entendons que le Gouvernement de la République doit faire prévaloir désormais dans ses actes, une politique nette et énergiquement conservatrice ».

C'était encore une planche de salut pour Thiers, que celui-ci n'a pas voulu saisir. Target accepte la République, consent, par amitié pour M. Thiers à ce que celui-ci en soit maintenu à la tête, mais il lui demande, afin de se sauver lui-même, de rassurer le pays, d'abandonner les radicaux, de revenir parmi ceux qui l'ont soutenu jusqu'ici fidèlement et qui sont prêts à le soutenir encore, s'il consent à respecter ce qu'eux-mêmes respectent.

Target, d'ailleurs, s'explique très clairement sur ce point dans une lettre du 1^{er} juin 1873 adressée au maire d'Orbec :

« Paris, 1^{er} juin 1873

» Monsieur le Maire,

» Une circonstance imprévue et pénible m'empêche, au dernier moment, de me rendre à l'invitation que vous m'avez adressée au nom de l'Administration municipale d'Orbec. Je vous remercie de nouveau de cette invitation.

» J'ai toujours regretté que la ligne de Paris à Cherbourg ne se rapprochât pas d'Orbec ; j'aurais donc été heureux d'assister à l'inauguration d'une voie ferrée qui va assurer à notre riche contrée les avantages dont elle avait été jusqu'ici privée. J'aurais désiré m'associer aux sentiments de reconnaissance qui sont dûs à ceux qui ont travaillé à l'ouver-

ture de cette ligne et surtout, je n'aurais pas oublié de dire bien haut que notre canton doit cette réparation aux efforts habiles et persévérants de M. d'Hacqueville.

» Mon regret de ne pouvoir occuper la place que vous aviez bien voulu me réserver près de vous, Monsieur le Maire, se trouve cependant atténué par la pensée qu'il m'eût été impossible de ne pas dire franchement devant vos convives mon opinion sur les derniers événements ; et, à mon sens, il ne convient de traiter le sujet délicat de la politique que dans des réunions où chacun peut à son tour exprimer ses sentiments en toute liberté.

» Mais puisque en vous écrivant, l'occasion m'est naturellement offerte d'expliquer à mes concitoyens ma conduite, je me hâte d'en profiter.

» Ce n'est certainement pas que je me propose de répondre aux récriminations des uns et aux calomnies des autres, elles ne sauraient m'atteindre. Lorsque l'on est engagé dans la vie publique, il faut s'attendre à toutes ces misères, qui heureusement ne troublent pas ceux qui ont conscience d'avoir fait leur devoir. Faire son devoir est souvent chose pénible ; dans les circonstances qui viennent de se produire, il en est, et je suis de ceux-là, qui ont dû refouler au fond de leur cœur les sentiments qui leur sont chers, ils ont dû avec douleur et résignation les sacrifier aux intérêts supérieurs du pays.

» Du reste, en expliquant mon vote du 24 mai dernier, je n'ai pas à me départir de la respectueuse réserve que je dois à l'homme illustre que les événements récents ont amené à se démettre de ses hautes fonctions. J'ai voté contre le dernier ministère et voici pourquoi :

» Après l'étude la plus consciencieuse de la situation politique, j'ai acquis la conviction que l'origine du cabinet du 18 mai indiquait, d'une manière manifeste, la volonté de

continuer une politique qui avait eu pour résultat les élections du 27 avril et celles du 14 mai. A côté de moi, j'ai vu jusqu'à la dernière heure de la crise, les hommes les plus modérés, demander au ministère un acte qui séparât le Gouvernement des radicaux et le lui demander en vain.

» Or, il y a un mois à peine, j'ai parcouru une grande partie du Calvados, cherchant partout à connaître les désirs et les vœux de mes concitoyens ; j'ose affirmer que tous, industriels, commerçants, agriculteurs, propriétaires, ouvriers, ont répondu à mes questions en me recommandant d'accepter ouvertement la République et d'organiser enfin un Gouvernement. Mais ils se sont tous non moins énergiquement prononcés en faveur d'une politique ferme qui pût rassurer les intérêts conservateurs à bon droit alarmés.

» Eh bien ! quelques-uns de mes amis et moi, nous avons déclaré que selon nous, il fallait sortir du provisoire et demander aux institutions républicaines des garanties pour les libertés qui nous sont chères, un rempart contre les dangers sociaux qui nous menacent.

» N'était-ce pas répondre aux sentiments dont j'avais recueilli l'expression ? Aurait-on préféré, qu'endormis dans une sécurité trompeuse, nous eussions laissé glisser volontairement le pays sur une pente qui, fatalement et à bref délai, devait amener la France à une catastrophe dont elle ne se serait plus relevée. Il n'était que temps, croyez-le bien, de donner dans le Gouvernement aux conservateurs un appui et une force qui leur manquaient et au régime parlementaire la vie dont il n'avait depuis bien des mois que l'apparence.

» Du reste, tout commentaire ne peut qu'affaiblir les déclarations que j'ai portées à la tribune. Le 24 mai dernier, je disais :

« Je viens faire, au nom d'un certain nombre de mes collègues et au mien, une déclaration afin de bien préciser la pensée et la portée de notre vote. Tout en nous associant à l'ordre du jour motivé, nous nous déclarons résolus à accepter la solution républicaine, telle qu'elle résulte de l'ensemble des lois constitutionnelles présentées par le Gouvernement et à mettre fin à un provisoire qui compromet les intérêts moraux et matériels du pays ; nous entendons en adoptant cet ordre du jour manifester la pensée, que le Gouvernement du Président de la République doit faire prévaloir désormais par ses actes une politique nette et énergiquement conservatrice ».

» Cette déclaration, c'était la reconnaissance de la République ; c'était M. Thiers maintenu au pouvoir, mais à la condition que le nouveau ministère manifestât par un acte sa volonté de pratiquer une politique conservatrice, et cette condition a été refusée. Il faut lire cette déclaration dans son texte pour en juger les auteurs et les signataires. Aucun d'eux n'a oublié les services rendus à la patrie par M. Thiers, mais chacun d'eux n'hésite pas à se grouper autour du nouveau Président de la République, du loyal et glorieux soldat, qui, en acceptant la première fonction de l'Etat, s'est engagé à continuer « l'œuvre de la libération du territoire et le rétablissement de l'ordre moral dans le pays ».

» L'avenir prononcera en dernier ressort sur la conduite de chacun ; quant à moi, je ne redoute pas le jugement de ceux qui, sans parti-pris, voudront apprécier la mienne.

» Vous êtes de ceux-là, Monsieur le Maire, aussi ai-je tenu à vous adresser cette lettre, en vous renouvelant l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

» Signé : Paul Target ».

Cette lettre, très digne, fut commentée par tous les journaux et rétablit bien des gens dans une opinion plus favorable sur Target.

Le *Moniteur du Calvados* le soutint très fortement et le département fut divisé en deux camps représentés par trois journaux, d'une part le *Lexovien* et le *Journal de Caen*, adversaires de M. Target, d'autre part le *Moniteur du Calvados* qui le défendait.

Le *Moniteur* écrivit :

« S'il y a divorce avec M. Target, n'est-ce pas à l'illustre homme d'Etat que l'incompatibilité d'humeur doit être reprochée (1).

» La démarche de MM. Target, Delacour et autres républicains *conservateurs*, démarche sottement appréciée, perfidement exploitée, pouvait sauver le Gouvernement. Il suffisait d'un billet du Président, d'une parole de M. Dufaure. Pourquoi ce billet n'a-t-il pas été écrit ? Pourquoi cette parole n'a-t-elle pas été dite ?

» C'est que les courtisans de M. Thiers lui avaient promis qu'ils l'emporteraient de haute lutte. Si c'était à refaire, M. Thiers hésiterait-il à donner aux conservateurs les gages qui, pour le salut de la France, étaient demandés à son patriotisme ».

La *Patrie* écrivit le 6 juin (2) :

« M. Target, député du Calvados, qui fut un des appuis les plus fidèles du Gouvernement de M. Thiers vient de publier une lettre dans laquelle il explique pourquoi, lui et ses amis, ont abandonné le pouvoir après l'avoir soutenu. Comme nous,

(1) *Moniteur du Calvados*, 3 juin 1873.

(2) Reproduit dans le *Moniteur du Calvados* du vendredi 6 juin 1873.

M. Target, n'a cessé de demander à M. Thiers des actes conservateurs, une politique conservatrice, il n'a jamais réussi. Au dernier moment, la veille du vote décisif, il a encore adressé au Gouvernement un appel suprême ; il a demandé « que le nouveau ministère manifestât *par un acte* sa volonté de pratiquer une politique conservatrice, et cette condition a été refusée ».

» M. Target devrait ajouter qu'on a fait pis encore : non seulement on ne lui a pas donné les garanties réclamées, mais au moment du scrutin, il a vu M. Ranc voter avec M. Périer, M. Barodet soutenir M. Thiers, M. Lockroy et M. Thurigny appuyer le Gouvernement avec tout le cortège des radicaux. En présence de cette manifestation et de cette solidarité, le doute n'était plus possible. Quiconque s'honore d'être conservateur ne pouvait plus être l'auxiliaire de cette coalition menaçante, M. Target et ses amis n'auraient pas été à leur place dans des rangs pareils.

» Loin d'avoir à se justifier de cette rupture, ils doivent être fiers et la revendiquer comme un honneur pour eux ».

Le 10 juin, *Paris-Journal* écrivit :

« Les journaux dévoués à l'ancien Président oublient un peu trop vite, que M. Thiers est un Président *démissionnaire* et non pas un Président *déposé*. Ils oublient que dans la séance du 24 mai les députés du centre gauche les plus rapprochés du centre droit et les députés du centre droit les plus rapprochés du centre gauche ont fait le possible et l'impossible pour mettre la personne de M. Thiers d'une part, l'institution républicaine de l'autre (si tant est que nous possédions la République), hors du débat.

» M. Thiers n'a pas été renversé du pouvoir... Il s'est renversé lui-même. Il n'est aucun des incidents des six dernières semaines, la candidature et l'élection de M. Barodet à Paris,

la candidature et l'élection de M. Ranc à Lyon, l'interpellation des 260, qu'il n'ait provoqué de gaieté de cœur. C'est lui-même qui a voulu prendre la parole le 24 mai ; c'est lui-même qui a voulu prononcer un discours irréparable. C'est lui-même qui a voulu donner une démission que personne ne lui demandait ! et qu'il se rappelle aussi que c'est lui-même qui a le plus applaudi à la démission étourdie de M. Grévy, cause efficiente, suprême, des événements du 24 mai (1) ».

Ces divers articles expliquent de façon claire les raisons profondes de la conduite de M. Target. A notre époque, elle paraît un peu déconcertante. Les intérêts conservateurs nous semblent moins respectables qu'ils ne l'étaient alors. Nous n'avons plus pour le système parlementaire l'attachement rituel que lui portaient les députés de l'Assemblée. Nous comprenons difficilement la terreur où ils étaient d'en voir les rouages faussés.

Nous avons aussi été habitués à voir les révolutionnaires les plus farouches s'adoucir lorsqu'ils parviennent au pouvoir et nous craignons moins qu'ils y accèdent. Mais il nous a fallu pour cela soixante années d'un régime dont les éléments se sont lentement transformés. Il ne faut pas oublier qu'en 1875, on tentait une expérience dont on ne pouvait connaître le résultat. Les mœurs parlementaires n'avaient pas encore acquis le caractère qu'elles ont de nos jours ; on craignait de partir dans l'inconnu vers quelque aventure.

Nous sourions aussi lorsqu'on nous présente M. Thiers comme un danger social. Ce petit bourgeois nerveux, un peu ridicule, ne nous semble pas bien terrible. Mais, replacé

(1) Reproduit dans le *Moniteur du Calvados* du mardi 10 juin 1873.

dans son cadre, il se présentait alors sous un tout autre jour, et l'on comprend fort bien que Target ait pris peur. Pouvant s'opposer à ce qui lui paraissait une catastrophe, il a voulu l'empêcher. Sa déclaration était parfaitement mesurée. Elle n'était pas dirigée contre Thiers et pouvait au contraire le sauver, s'il acceptait les conditions qui y étaient exposées.

Thiers n'a pas voulu abandonner ses nouveaux amis. Target, en s'élevant contre eux, a paru s'allier aux ennemis de Thiers contre la République. Ces ententes superficielles sont fréquentes dans les assemblées. Les habitudes parlementaires sont ennemies des nuances. On vote par Oui ou par Non. Une similitude de vote cache cependant parfois de grandes divergences d'opinion.

Target, au 24 mai, ne trahit personne.

Il n'a point trahi ses électeurs puisqu'il avait été élu sous l'étiquette conservatrice et qu'il est resté fidèle à son mandat en défendant le conservatisme. Il n'a pas trahi M. Thiers, puisque celui-ci était en dehors du débat et que c'est volontairement qu'il s'y mis, ayant abandonné ses anciens partisans. Il n'a pas trahi ses convictions puisqu'il a accepté la République.

CHAPITRE VII

L'ambassade à la Haye

La masse des contemporains de Target ne s'attarda pas à rechercher les raisons profondes de son vote. Accusé de s'être vendu aux ennemis de Thiers, il fut jugé sommairement.

Dès le 28 mai 1873, la *Gironde* se demanda quel allait être le prix de sa défection (1) :

« Le moins qu'on puisse faire pour M. Target, c'est de lui donner une direction générale, la direction des postes par exemple, en tout cas quelque chose de sérieux et qui en vaille la peine, il l'a vraiment bien gagné ».

Le bruit lancé fut répété bientôt par de nombreux échos.

Le 29 mai, la *Liberté* annonça (2) :

« Il se confirme que M. Target serait nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère des Finances ».

Il avait été, en effet, présenté par le duc Decazes pour accepter ce poste ; il lui écrivit le 31 mai 1873 (3) :

« J'ai mûrement réfléchi cette nuit à la proposition que vous avez bien voulu me faire de m'associer au nouveau ministère comme sous-secrétaire d'Etat aux Finances. Je crois devoir vous prier de reporter votre choix sur un autre.

(1) *Journal de Caen*, jeudi 29 mai 1873.

(2) *Moniteur du Calvados*, 30 mai 1873.

(3) Lettre au duc Decazes (archives du château de Bourguignolles).

Il faut pour le poste de sous-secrétaire d'Etat des connaissances spéciales qui me font défaut ».

Le *Moniteur* ^{du} *Calvados* traduisit ainsi ce refus le 1^{er} juin 1873 :

« M. Magne n'a point songé à la nomination de M. Target au poste de sous-secrétaire d'Etat aux Finances. On sait en effet que M. Magne se passe en général de tout secrétaire d'Etat ».

Le maréchal Mac-Mahon lui offrit alors la légation de Berne, puis celle de Bruxelles ; il ne crut pas devoir les accepter.

Le 24 juin, le duc de Broglie lui proposa le poste de ministre plénipotentiaire à La Haye.

Target écrivit à ce sujet à un ami :

« J'ai l'esprit profondément troublé par la proposition que m'a faite le duc de Broglie de me confier un poste diplomatique. Vous imaginez aisément que ce ne sera pas sans un réel serrement de cœur que je me déciderai à quitter la vie parlementaire, et n'est-ce pas en réalité l'abandonner, que de ne pas être chaque jour dans les couloirs de l'Assemblée, appréciant et discutant avec une indépendance absolue les incidents de la politique » (1).

Il hésita en effet à accepter de jouer ce rôle. Quoiqu'en aient dit ses contemporains, il ne l'a certainement pas désiré. Il tenait beaucoup plus à participer activement aux débats de l'Assemblée que de les voir se dérouler de loin.

Il semble d'ailleurs que la droite ait mis une insistance bizarre à lui proposer un poste. Après trois refus consécutifs, il est curieux qu'on ait encore tenu à lui faire accepter la

(1) Lettre à un ami du 25 juin 1873 (archives du château de Bourguignolles).

légation de La Haye. Faut-il voir là un désir de l'éloigner ? A-t-on, à ce moment, craint que, rallié à la République conservatrice, il ne gênât le jeu des droites ? On ne sait. Il semble beaucoup plus probable que sa famille ait joué un rôle important dans cette matière ; Mme Target, très femme du monde, désirait depuis longtemps un salon diplomatique et a certainement insisté pour que son mari obtienne ce poste d'ambassadeur. Target, de son côté, afin de ne point donner prise aux accusations, préféra refuser un tel honneur. Il finit cependant par accepter, poussé par ses amis, particulièrement le comte de Chandordy et surtout par Mme Target.

Il écrivit alors au duc de Broglie :

« Je ne saurais vous dire combien j'ai été touché de la gracieuse insistance que vous avez mise hier à me faire accepter la légation de La Haye. Malgré ma répugnance à occuper un poste à l'étranger, j'ai fini par penser que je n'avais pas le droit de refuser une proposition qui venait de vous » (1).

Le *Journal de Caen* fit paraître, le 26 juin, cette petite chanson que tout le Calvados fredonna et qui courut jusqu'à Paris (2) :

LA GAZETTE DE HOLLANDE

(Air de la Grande Duchesse)

I

Certain *Sauveur*, grand politique,
Gascon, d'autres disent Normand.
Trop zélé pour la République,
Vint la *sauver*, en l'assommant.
Depuis lors, on vit d'espérance,
En attendant l'ordre moral.
Viendra-t-il ? Où ? Quand ? Patience.

(1) Lettre au duc de Broglie, 26 juin 1873.

(2) *Journal de Caen*, 26 juin 1873.

En attendant, tout va plus mal,
Mais les vainqueurs n'y gagnent pas.
Voilà ce que l'on dit là-bas (*bis*),
Voilà ce que l'on dit
Dans la *Gazette de Hollande*.

II

Le *Sauveur* crut faire un prodige
Résolument conservateur,
Mais l'exploit n'eut pas de prestige,
L'homme n'eut pas d'admirateur.
Malgré tout, il persiste à croire,
Qu'il aura sa part du butin,
Mais chaque jour, nouveau déboire,
Nouvel affront chaque matin.
Fallait-il, je vous le demande,
Trahir un ami pour si peu.
Voilà ce que l'on dit, morbleu, (*bis*) !
Voilà ce que l'on dit
Dans la *Gazette de Hollande*.

III

Il espérait un ministère,
Le ministère ne vint pas.
Maintenant on dit qu'il espère
L'ambassade des Pays-Bas.
Sa vie est une longue attente,
Chaque jour, il prend l'*Officiel*,
Et l'ouvrant d'une main tremblante,
Il tombe du septième ciel.
Pitié pour son humble demande,
Donnez-lui, par grâce, un emploi.
Voilà ce que l'on dit de moi (*bis*),
Voilà ce que l'on dit
Dans la *Gazette de Hollande*.

Il faut croire que cet appel fut écouté, car, le 26 juin 1873, le décret nommant Target ministre plénipotentiaire à La Haye fut signé. Si M. Target « prit l'*Officiel* » le 30 juin, il put lire qu'il y remplaçait M. de Gabriac, nommé à Athènes.

Les critiques alors recommencèrent. On expliqua son vote du 24 mai par cette nomination. On parla des « 40 deniers de Judas ».

Un électeur qui signe : « Un Troyen » lui écrit :

« A Target, l'infâme, le misérable !

» Non, tu ne seras pas ministre, car tu n'es qu'un misérable, qu'un rénégat. Tu ne seras rien, rien, rien ».

M. Target méprisa les calomnies et les railleries et partit aussitôt rejoindre son poste ; il y demeura jusqu'au 5 décembre 1877.

Son rôle de ministre plénipotentiaire, dans un poste de second ordre, fut très convenablement tenu. Homme parfaitement bien élevé, causeur brillant, il sut assouplir ses dehors un peu cassants et acquérir des manières affables. Il gagna rapidement la confiance, l'amitié même de la reine Sophie et ce fut grâce à cette princesse, Wurtembergeoise de naissance, mais Française de sympathie et parfaitement renseignée sur toutes les affaires d'Europe, qu'il put, en 1875, annoncer le premier à son ministre le duc Decazes l'intervention du Tzar en faveur de la France et la fin de la menace d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne (1).

Ses services furent récompensés par de nombreuses décorations : la Légion d'honneur d'abord, la Croix de Chine en 1874, puis, le 19 janvier 1878, la Grand-Croix de l'ordre du Lion Néerlandais. Pie IX, la même année, le fit commandeur de Saint-Grégoire-le-Grand. Il reçut enfin de nombreuses autres décorations, tant hollandaises que françaises.

Ses fonctions ne l'absorbaient pas complètement. Il regrettait ses collègues de la Chambre, Versailles, les débats. Fré-

(1) Le Ministère des Affaires étrangères ne communique aucun document sur cette période, car elle est trop récente.

quemment, il harcelait le duc Decazes pour revenir en France. Il courait aussitôt à Versailles, où il retrouvait ses amis et l'atmosphère de l'Assemblée qu'il aimait tant. Il prenait ainsi part à de nombreux débats.

On s'est étonné de voir un ambassadeur siéger à la Chambre et voter. On a dit que M. Target, devenu ministre plénipotentiaire à La Haye, ne pouvait plus participer aux travaux parlementaires.

De nos jours, c'est en effet impossible. En 1873, aucune incompatibilité n'empêchait M. Target de cumuler ces deux fonctions. Ambassadeur à La Haye, il conservait encore son mandat de député.

Aussi revint-il souvent s'asseoir parmi ses collègues et jouera-t-il un rôle important dans la grande discussion qui va s'ouvrir : l'élaboration de la Constitution.

CHAPITRE VIII

Le vote de la Constitution

Le 30 janvier 1875, monta à la tribune un homme petit dont les longs cheveux, les lunettes le faisaient appeler « le Quaker » par ses collègues.

M. Wallon était venu à la politique militante à force d'en étudier les principes dans les livres. Quoique élu à l'Assemblée législative en 1844, il semblait plutôt fait pour enseigner l'histoire que pour participer de façon active à la marche du Gouvernement. Il mettait d'ailleurs au service de son enseignement une clairvoyance très grande et une foi profonde.

Par ses attaches de famille, par ses convictions, nul homme ne se rapprochait plus de M. Target. Il avait eu l'occasion, dans ses ouvrages d'histoire, d'affirmer à plusieurs reprises ses idées politiques. Elles représentaient presque exactement celles de M. Target. Catholique, traditionaliste, il avait comme celui-ci l'horreur profonde du radicalisme, un attachement inné aux principes conservateurs. Comme Target il avait voté contre Thiers au 24 mai 1873.

Possédant des connaissances très étendues et ayant appris à connaître, depuis qu'il l'étudiait, les secrets de la politique, il était cependant gêné dans son rôle de député par un manque total de talent oratoire. Il parlait timidement, d'un ton pleurard. Le 30 janvier 1875, il vint simplement proposer un amendement qui avait été amené en quelque sorte par une longue suite d'événements et de projets.

M. de Laboulaye avait, dès 1874, lancé le premier avertissement :

« Vous ne voyez pas, avait-il dit, que le pays, las du provisoire, s'en ira chercher un Gouvernement d'aventures ».

Le peuple était fatigué, en effet, de cette Assemblée qui se périmait. Il était devenu républicain, alors que ses élus de 1871 demeuraient monarchistes. Les parlementaires craignirent un soulèvement du peuple contre l'Assemblée. Or, ils avaient encore présent à la mémoire le souvenir de la Commune et redoutaient une nouvelle insurrection qui serait sans doute plus sanglante.

Les parlementaires étaient pris entre deux alternatives très embarrassantes. Ne possédant pas, à l'origine, le pouvoir constituant, ils comprenaient cependant qu'ils ne pouvaient point se séparer sans donner à la France un gouvernement fixe.

S'ils partaient, ils devaient céder la place à une Assemblée élue spécialement dans ce but. Or, par réaction contre eux, afin de répondre aux nouvelles aspirations du pays, cette Chambre serait certainement d'extrême-gauche et la majorité monarchique tremblait à l'idée d'une constitution élaborée dans ces conditions.

La seconde solution était de passer outre aux récriminations des socialistes de l'Union Républicaine et de s'arroger le pouvoir constituant. L'Assemblée choisit celle-ci. Mais il n'était plus question d'attendre ; le pays voulait être fixé immédiatement sur la forme du Gouvernement qu'on allait lui donner. Les atermoiements éternels de la majorité ne pouvaient plus avoir cours ; il fallait trouver immédiatement une solution.

Il était impossible, dans les conditions présentes, d'installer la Monarchie. La majorité le comprit et se résigna alors

à accepter la République. Mais il s'agissait pour elle de barrer la route au radicalisme envahissant, de sortir du provisoire, tout en y demeurant, et de faire une République définitive en théorie, mais que la droite espérait remplacer bientôt par une Monarchie au profit du Comte de Paris. Le duc Albert de Broglie explique ainsi ce programme (1) :

« Ce fut après une longue attente qu'une fraction assez faible du centre droit, effrayée (on ne peut dire que ce fut sans raison) des désordres qui pourraient naître si l'Assemblée était contrainte de se retirer en confessant son impuissance, inquiète des successeurs qui lui seraient donnés par les passions révolutionnaires, crut possible de laisser s'établir en fait le principe républicain, mais avec la possibilité de s'en dégager dès que le rétablissement de la monarchie serait agréé par le vœu national ».

La situation était donc claire. La droite consentait à laisser s'installer une République purement nominale, qui comprendrait, en somme, des institutions si proches d'une monarchie parlementaire, qu'on pourrait facilement passer de l'une à l'autre au moment opportun. La gauche renonçait à l'espoir de voir la dissolution de l'Assemblée, l'élection d'une Assemblée constituante, à condition qu'on lui donnât enfin une République définitive, même si les institutions établies n'étaient pas dans l'esprit essentiellement républicain, quitte ensuite à démocratiser le nouveau régime.

Le 15 juillet 1874, Casimir-Périer déposa une motion ainsi conçue :

« L'Assemblée nationale, voulant mettre un terme aux inquiétudes du pays, adopte les propositions suivantes :

(1) Duc Albert de Broglie, *Histoire et Politique*.

» La commission des lois constitutionnelles prendra pour base de ses travaux sur l'organisation et la transmission des pouvoirs publics :

» 1^{er} L'article 1^{er} du projet de loi déposé le 19 mai 1875, ainsi conçu : « Le Gouvernement de la République française se compose de deux Chambres et d'un Président, chef du pouvoir exécutif.

» 2^o La loi du 20 novembre 1873, par laquelle la présidence de la République française a été confiée à M. le maréchal de Mac-Mahon jusqu'au 20 novembre 1880.

» 3^o La consécration du droit de révision partiel ou total de la constitution dans des formes et des époques que déterminera la loi constituante ».

Casimir-Périer demanda sur sa proposition l'urgence, qui fut votée par 345 voix contre 341. Le *Temps* écrit à ce sujet :

« Une majorité de quatre voix, c'est insuffisant pour mener à bien la grande œuvre constitutionnelle ; il faut d'autres ouvriers ».

Quoi qu'il en soit, le débat était engagé et le principe républicain adopté. Cependant la majorité était faible et, le 21 janvier 1875, la Commission des trente proposa une nouvelle organisation, sur l'initiative de M. Ventavon. Le nouveau système était la négation pure et simple du principe républicain. C'était, en somme, une Monarchie déguisée. C'était l'établissement d'une République personnelle au profit, temporaire du moins, du maréchal de Mac-Mahon, comprenant l'irresponsabilité des ministres devant l'Assemblée, le droit du Président à dissoudre les Chambres.

Ce projet répondait très exactement aux aspirations de la droite, mais il était inacceptable par la gauche. Seuls trois articles pouvaient être votés par tout le monde ; ils étaient ainsi conçus :

« Le pouvoir législatif s'exerce par deux assemblées, la Chambre des députés et le Sénat.

« La Chambre des députés est nommée par le suffrage universel dans des conditions déterminées par une loi électorale.

« Le Sénat est composé de membres élus ou nommés dans les proportions et aux conditions qui seront réglées par une loi sociale ».

Ce projet sur l'organisation des deux Chambres, qui au fond n'engageait à rien, fut voté le 29 janvier en hâte et dans un désintéressement général.

Mais, pendant qu'on discutait ainsi sans guère avancer, tandis que les droites, s'efforçaient d'empêcher que la République devînt trop envahissante et que la gauche tentait d'obtenir le plus de satisfactions personnelles, M. Wallon travaillait. Comprenant qu'on n'arriverait à rien dans les conditions où l'on discutait, que le « ventavonat » n'était pas une solution, il se proposait de faire adopter la seule forme de gouvernement acceptable alors par tout le monde, la République conservatrice.

M. Wallon était un peu plus à gauche que Target. Il était à la limite du centre gauche et Target à la limite du centre droit. Le groupe Target, de plus, depuis que son chef n'assistait plus à toutes les séances, s'était joint au groupe Léonce de Lavergne, qui formait le centre exact de l'Assemblée. Tous deux composaient ainsi un groupe d'une trentaine de membres, groupe charnière de l'Assemblée.

M. Wallon qui savait leur sympathie pour la République conservatrice dont il devenait le champion entreprit de les séduire.

On se réunit dans un bureau de la Chambre sous la présidence de Léonce de Lavergne. M. Wallon proposa son amendement qui faisait discrètement entrer la République

conservatrice dans le débat et en consacrait le triomphe s'il était adopté. Au soir, le texte était accepté et Target écrivait à sa femme à La Haye (1) :

« Nous venons de nous décider, sous la présidence de Léonce de Lavergne, à voter l'amendement Wallon ».

Le 30 Janvier 1875, celui-ci fut adopté par l'Assemblée à une voix de majorité. La République conservatrice naquit en France. A partir de ce jour, MM. Wallon, Target, Léonce de Lavergne prirent en mains la direction du vote de la Constitution. Ils étaient partout, recrutant des voix.

Louis Blanc écrit (1) :

« On pouvait penser que la Constitution, si on parvenait à en faire une, serait l'œuvre à peu près exclusive, non pas même du centre gauche, mais de cette fraction du centre droit dont l'appoint était indispensable pour la formation d'une majorité constitutionnelle ».

La tâche que Target et Wallon s'étaient donnée de faire aboutir la solution de la République conservatrice n'était guère facile. La droite comme la gauche tentaient de reprendre les concessions qu'elles avaient faites et les conservateurs avaient le plus grand mal à empêcher les excès des uns comme des autres.

Dès le lendemain, à la suite de modifications de votes, la voix de majorité disparut. Les monarchistes voulurent contester le scrutin, M. Buffet s'y opposa et sauva la vie à la République nouvelle née.

De ce jour, l'aspect de l'Assemblée Nationale se modifia, elle suivit le conseil du duc d'Audiffret-Pasquier :

(1) Archives du château de Bourguignonnes.

(1) Louis Blanc, *Histoire de la Constitution*.

« Puisqu'il n'y a pas moyen de lui échapper, faites-la vite, votre République ».

Le 3 février, cependant la droite prit peur. La gauche commençait à être grisée par ses succès et s'efforçait d'en obtenir d'autres. M. de Belcastel se dressa à la tribune, les bras étendus, pour barrer la route à cette République envahissante. M. Wallon avait été timide. M. de Belcastel fut suppliant :

« Arrêtez-vous, dit-il, vous faites quelque chose que vous savez mauvais. Au nom des convictions que vous avez encore, arrêtez-vous ».

Mais M. Wallon veillait, on repoussa l'orateur.

Le dernier assaut de la droite fut tenté par le baron de Ravinel qui présenta un amendement ainsi conçu :

« Le siège du pouvoir exécutif est à Versailles ».

Cette simple phrase contenait tout le programme monarchiste d'alors. Mettre le siège du pouvoir exécutif à Versailles, c'était rendre la restauration monarchique plus facile. Le chef du pouvoir exécutif se trouvait déjà dans un cadre royal. On n'avait plus qu'à lui rendre le titre. C'était de plus un acte de méfiance vis-à-vis de Paris. Les membres du groupe Target-Wallon firent échouer le projet en s'abstenant (1).

Target, Wallon et Léonce de Lavergne eurent encore à déployer leurs efforts contre les exigences de la gauche et particulièrement lorsqu'on entama le vote de la loi sur l'organisation du Sénat.

Le Sénat devait être en effet le suprême refuge du conservatisme. En lui reposaient tous leurs espoirs. Il devait être le gardien fidèle des vieilles traditions.

D'après la Commission des trente, la Chambre Haute devait contenir trois sortes de membres :

(1) Léonce de Lavergne, Target, Savary, Luro, Léon d'Haussonville, Gouise, Louis de Ségur.

- 1° Des membres de droit, les illustrations du pays.
- 2° Des membres nommés par le pouvoir exécutif.
- 3° Des membres élus.

Sur ce projet M. Pascal-Duprat déposa l'amendement suivant :

« Le Sénat est électif, il est élu par les mêmes électeurs que la Chambre des députés ».

Cet amendement servait parfaitement les intérêts de la gauche ; il faisait du Sénat une doublure de la Chambre des députés. Il le rendait accessible aux mêmes passions, aux mêmes entraînements révolutionnaires. La Chambre Haute n'offrait plus aucune garantie conservatrice. Les illustrations du pays, ceux à qui l'on voulait offrir ce suprême honneur, étaient dépouillés de tous droits. On installait un suffrage universel aveugle là où l'on aurait désiré un choix éclairé. Ce simple fait de rendre le Sénat électif enlevait à la République que l'on voulait instituer tout son caractère. C'était la fin de la République conservatrice ; on allait vers le socialisme.

Les 29 membres du groupe de Target, Wallon, Lavergne votèrent contre l'amendement qui fut cependant adopté par 322 voix contre 310. M. Target s'abstint lors de cette première délibération. Il faut croire qu'il n'en avait pas apprécié toute la portée. La gauche alors triompha. Elle paraissait tenir enfin la République de ses rêves. Un seul espoir demeurerait aux conservateurs, empêcher qu'on passât à la troisième délibération. M. Charrayon exprima leur pensée par ces mots :

« Le Sénat ne doit pas être électif, attendu que la première des garanties dues aux intérêts conservateurs consiste dans une Assemblée étrangère aux entraînements du suffrage universel ».

Pendant ce temps les membres du groupe Target-Lavergne battaient les couloirs et la galerie des Tombeaux. A la suite

de leurs efforts, le passage à la troisième délibération sur l'amendement Pascal-Duprat fut repoussé par 368 voix contre 345.

La colère de l'extrême gauche et surtout de Louis Blanc fut terrible. Tous se déchainèrent contre Target et ses collègues.

Ce vote met particulièrement en lumière le fait qu'à cette époque la majorité n'existait plus et qu'il appartenait plus que jamais au petit groupe de Wallon et Target de décider du sort de la France.

Le 12 février, on crut bien que tout était à refaire. Le projet de constitution du Sénat fut repoussé. Si on ne parvenait pas à s'entendre avant la deuxième délibération, il ne restait plus à l'Assemblée qu'à avouer son impuissance et à s'en aller, en laissant la place à cette nouvelle Assemblée constituante dont elle redoutait l'avènement.

Il fallait donc, coûte que coûte, voter une loi d'organisation du Sénat, quelle qu'elle fût, pour éviter ces désastres. On fit un grand nombre de propositions dans un affolement général.

Deux furent retenues :

En premier lieu, celle de M. Waddington qui portait que le Sénat serait élu au suffrage restreint ; mais, celle de M. Bérenger conquit toute l'Assemblée, elle comportait en effet cette phrase :

« L'Assemblée Nationale se réserve le droit d'élire un tiers des futurs sénateurs ».

Ce fut la planche de salut. La majorité était encore monarchiste, mais le pays ne l'était plus. Peu de députés pouvaient espérer être réélus. Ils pensèrent que le suffrage de leurs collègues leur serait plus favorable que celui de leurs électeurs.

Tous commencèrent à admettre l'existence du Sénat lorsqu'ils purent espérer en faire partie ; la conciliation devenait alors plus facile.

Pendant ce temps le groupe Target-Wallon tentait de réparer les ponts entre le centre droit et le centre gauche. Louis Blanc écrit :

« A ce groupe fut confié le soin de formuler des propositions qui seraient jugées acceptables au point de vue d'un compromis et de lui, de lui seul, par conséquent, dépendirent les destinées du pays.

» Ainsi, cette République, on allait lui donner comme fondateur, qui ? Une poignée d'hommes, presque tous obscurs, et qui, tous, tenaient à la monarchie, par leur éducation, par leurs habitudes, par leurs mœurs, par leurs intérêts (1) ».

N'étaient-ils point les plus compétents pour jouer ce rôle ? Le Sénat devait être conservateur. Alors que la Chambre serait l'expression des sentiments même les plus extrémistes de la Nation, lui, devait demeurer le défenseur, le refuge de vieilles traditions françaises. Il n'était pas anormal de le faire constituer par les conservateurs.

Le 16 février, le groupe Target-Wallon se réunit dans un bureau de l'Assemblée. Target avait demandé une autorisation spéciale au duc Decazes pour prendre part à la discussion. On s'accorda sur les propositions suivantes qui semblaient de nature à satisfaire tout le monde :

« Le Sénat est élu par les conseillers généraux, les conseillers d'arrondissement et un délégué du conseil municipal de chaque commune. Il se renouvelle par tiers chaque année. L'Assemblée nationale se réserve le droit de nommer 75 sénateurs ».

Après quoi, le centre droit se réunit le 17 février chez M. Bocher, son président. Il reçut les propositions que lui faisait le groupe Target-Wallon et en discuta les termes. Target, qui,

(1) Louis Blanc, *Histoire de la Constitution*.

comme membre du groupe Wallon-Lavergne, avait pris part à son élaboration, vint participer aux débats comme représentant du centre droit. Celui-ci acceptait les propositions Wallon, mais il demeurerait irréductible sur un point : il voulait qu'un certain nombre de membres du futur Sénat fussent choisis par le chef du pouvoir exécutif. Or, il était évident que la gauche ne céderait pas sur cette clause ; elle sentait trop la monarchie. De plus, on ne pouvait guère faire nommer les sénateurs par le Président de la République, puisque ceux-ci mêmes contribuaient à sa propre élection.

Le groupe Wallon-Target tenta un compromis le 18 février, afin de faire retirer à la droite cette exigence. Chacun des groupes intéressés envoya des délégués qui se réunirent dans un bureau de la Chambre. Ce furent :

Pour le centre gauche : Corne, Bardoux, de Chadois, Léon Say, Ricard, Christophle, Scherer et Bethmont.

Pour le centre droit : Bocher, d'Audiffret-Pasquier, Callet et Buisson.

Pour le groupe Target-Lavergne : Target, Beau et d'Haussonville.

On discuta fort longuement. Le point épineux du litige demeurait la question de la nomination des sénateurs par le Président de la République. On alla jusqu'à consulter en cette matière le maréchal de Mac-Mahon lui-même qui préféra renoncer à ce droit qu'on voulait lui offrir, comprenant que là-dessus portait tout le débat. Entraîné par son exemple, le centre droit abandonna ses exigences, mais en échange, demanda que les sénateurs élus par l'Assemblée fussent inamovibles.

Sur ces bases, l'accord fut complet. Le centre gauche et le centre droit signèrent immédiatement le projet, que Target rapporta bien vite chez Lefèvre-Portalès où MM. Wallon,

Lavergne et les autres membres du groupe attendaient. On fit imprimer immédiatement le texte. Le 20 cependant, la gauche tenta encore de faire quelques réserves. Target et Wallon refusèrent de discuter ces manœuvres de dernière heure et malgré Grévy, on ne s'y arrêta pas.

La loi sur l'organisation du Sénat fut votée du 22 au 24 février suivant la procédure d'urgence. Elle obtint une majorité énorme de 448 voix contre 241, majorité formée par la conjuration de toute la gauche et du centre droit.

La loi sur l'organisation des pouvoirs publics passa en troisième délibération le 24 et le 25.

Le 25 février, l'ensemble des lois constitutionnelles était adopté par 425 voix contre 252.

Le centre droit en entier, imitant Target, vota pour cette constitution si peu républicaine que toute une fraction de la gauche vota contre elle.

CHAPITRE IX

La fin de l'Assemblée

Lorsqu'eut été achevé le vote de la Constitution, la droite comme la gauche pensèrent qu'elles s'étaient fait trop de concessions l'une à l'autre et tentèrent de les reprendre par morceaux. Une véritable petite guerre commença à l'intérieur de l'Assemblée.

Buffet, chargé de composer le ministère, dut quitter le fauteuil présidentiel à son corps défendant ; la droite y fit porter le 10 mars 1875 le duc d'Audiffret-Pasquier.

M. d'Audiffret-Pasquier était devenu célèbre brusquement. Aucun discours, pas même ceux d'un Danton ou d'un Mirabeau, ne produisit l'impression de celui qu'il prononça le 22 mai 1872. Il répondait alors à Rouher qui, sur une attaque portée à l'Empire, s'était levé pour défendre celui-ci. M. d'Audiffret-Pasquier lui rappela d'une voix sourde toutes les souffrances de la France, toutes les hontes subies, la guerre malheureuse, l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine malgré les supplications de leurs députés, la reconnaissance de l'Empire allemand, là, à Versailles, à quelques mètres de la salle des séances.

M. d'Audiffret-Pasquier ne parla pas alors comme un parlementaire. Il parla vraiment comme la France, avec la voix du peuple et lorsqu'il jeta à Rouher : « Varus, Varus, rends-nous nos légions », il entra dans l'histoire. Depuis, il avait vécu sur cette impression. Il savait qu'il ne parlerait jamais aussi bien, aussi parlait-il peu.

A l'intérieur même du ministère, la lutte fut violente. Certains ministres refusaient de mettre « République Française » sur leurs circulaires et Buffet lui-même en donnait l'exemple.

La République, parente pauvre, qui était entrée discrètement par une petite porte, était bafouée, rejetée ouvertement par tous.

La gauche, de son côté, désirait remplacer se simulacre de République par une démocratie à son goût. Jusqu'aux vacances on vota ainsi dans une atmosphère trouble.

A la rentrée, l'affluence fut énorme. On commença, dès le premier jour, à élire les sénateurs inamovibles. La lutte devint alors terrible. Tous les députés voulaient en être. C'était pour eux une question vitale. Bien peu pouvaient être réélus, aussi c'était une bonne aubaine de devenir sénateur à vie.

Les batailles, les intrigues de couloir reprirent. Il ne s'agissait plus alors de partis politiques. C'était la lutte pour la vie, sans plus rien respecter. M. Hanotaux a pu écrire : « Quel spectacle ! quelle assemblée ! ».

Target ne s'abaissa pas à ces tractations et ne posa pas sa candidature. Lorsque tous les inamovibles furent élus, le calme revint.

L'Assemblée n'avait plus rien à faire. Elle fut un peu effarée d'avoir si vite fini. Il lui fallut alors se résoudre à disparaître. Les sénateurs inamovibles acceptèrent facilement cette solution. Les autres furent moins enthousiastes. Ils tentèrent de prolonger un peu leur vie politique, proposèrent, supplièrent, eurent l'air de condamnés à mort, attendant leur grâce.

L'exécution fut cependant fixée au 31 décembre 1875.

Lorsque le duc d'Audiffret-Pasquier ouvrit la séance, 594 députés étaient présents. On vota quelques lois. Les députés étaient calmes ; mais les gorges étaient un peu serrées. Une

grande période se terminait. Les membres de l'Assemblée éprouvaient tous un léger remords ; ils avaient un peu conscience d'avoir manqué leur entreprise. Aucun n'était satisfait de la constitution qu'il avait octroyée à la France ; ni la gauche, ni la droite n'avaient pu réaliser leur rêve, seuls les conservateurs pouvaient éprouver quelque contentement, encore n'était-il point sans mélange, car ils sentaient que le reste de l'Assemblée n'avait adopté leur doctrine que comme une solution provisoire et comprenaient dès ce moment que leur œuvre était appelée à subir sous peu des transformations importantes.

Vers 6 heures, M. d'Audiffret-Pasquier agita sa sonnette, il se fit un silence écrasant. Il rappela alors les circonstances tragiques au milieu desquelles était née l'Assemblée. Il rappela la Guerre, la Commune, la rançon à l'ennemi et termina par ces mots :

« Partez donc avec confiance, Messieurs, ne craignez pas que la France vous reproche les concessions que vous avez faites à sa paix et à son repos, car il est deux choses que vous lui remettez intactes, son drapeau et ses libertés ».

Il disait vrai : malgré ses discordes, cette Assemblée doit demeurer dans l'histoire celle qui a libéré le territoire, détruit la commune, sauvé le drapeau tricolore et construit la République.

Elue alors que la France était vaincue, amoindrie, elle a soigné cette blessée et l'a guérie. Elle a contribué au magnifique redressement du pays après le désastre de 1870-1871. A elle, quoiqu'en aient dit les députés de 1877, on doit en grande partie la libération anticipée du territoire. Elle a ramené sur notre pays l'estime, le respect du monde entier. Ce sont des titres qui comptent devant la postérité et l'on a pu proclamer par la suite qu'elle avait bien mérité de la Patrie.

A cette œuvre d'apaisement et d'ordre, Target a apporté une aide extrêmement appréciable. L'œuvre de l'Assemblée est aussi la sienne. Il doit avoir la part de gloire qui lui revient.

A 6 heures un quart, le duc d'Audiffret-Pasquier agita encore une fois sa sonnette et l'Assemblée Nationale mourut.

CHAPITRE X

Après la dissolution de l'Assemblée, Target rejoignit l'ambassade de La Haye. Bientôt la nostalgie de Versailles le reprit. Lorsqu'on commença à préparer les élections du 20 février 1876, il revient à Bourguignolles et posa sa candidature à la nouvelle Chambre.

Le 7 février 1876, il fit paraître une longue lettre que tous les journaux du Calvados reproduisirent :

« Lisieux, 7 février 1876

» Mes chers Concitoyens,

» J'ai longtemps hésité à briguer de nouveau l'honneur de vous représenter dans la Chambre des députés.

» Des hommes autorisés à parler en votre nom, par les mandats électifs que vous leur avez confiés, ont bien voulu me dire qu'ils étaient assurés de mon dévouement aux intérêts d'un pays auquel me rattachent des liens si anciens ; ils ont ajouté qu'ayant confiance à la fois dans l'indépendance absolue de mon caractère et dans ma volonté d'être toujours le défenseur absolu des principes conservateurs, ils m'engageaient à solliciter vos suffrages. Je n'hésite plus alors à livrer mes actes à votre appréciation et à vous indiquer quelle serait ma ligne de conduite, si j'étais élu par l'arrondissement de Lisieux.

» J'ai contribué par le vote des lois constitutionnelles à entourer la République d'institutions qui assurent au Gouvernement le concours d'hommes, dont le patriotique désintéres-

sement place le repos de la France au-dessus des intérêts des partis politiques auxquels ils ont pu appartenir.

» J'ai cru qu'en confiant la garde de nos institutions au vaillant soldat qui n'a jamais faibli à son devoir, j'assurais à notre pays cinq années et d'avantage, j'espère, de calme, d'ordre, de travail et de prospérité ; ma conviction reste la même.

» Si je suis votre mandataire, je ne me placerai donc, ni parmi ceux qui regardent la Constitution comme un état transitoire et veulent en traiter la révision avant même qu'elle ait été appliquée avec la loyauté que réclame le Chef de l'Etat, ni parmi ceux qui, tout en prétendant respecter les pouvoirs conférés au Prsident de la République, ont le dessein secret de faire naître promptement un conflit entre les futures Assemblées et le maréchal de Mac-Mahon.

» Je n'hésite pas à déclarer que le triomphe de l'un de ces partis pourrait, en entravant le jeu régulier de nos institutions, porter le trouble à l'extérieur comme à l'intérieur et faire craindre le retour de la guerre et de ses funestes conséquences.

» Je poursuivrai donc l'œuvre d'apaisement inaugurée le 25 février et m'inspirant de l'esprit politique qui a dicté votre choix dans l'élection des membres du Sénat, je défendrai sans arrière-pensée les lois constitutionnelles décrétées par l'Assemblée nationale.

» Mes votes antérieurs vous disent dans quel esprit j'examinerai les nombreuses questions de législation et d'administration qui seront soumises aux futures Assemblées.

» Je serai économe des ressources du Trésor et soucieux de ne pas augmenter les charges écrasantes que nous à léguées la Guerre désastreuse de 1870 ; je n'hésiterai jamais

cependant à voter les crédits nécessaires à la défense du pays, à l'exécution des travaux publics favorables au développement du Commerce et de l'Industrie, à l'amélioration du sort de tous ces modestes fonctionnaires qui, selon leur situation, se dévouent dans nos villes et nos campagnes au maintien de l'ordre, au développement de l'Instruction publique, aux intérêts moraux et religieux des populations et rendent ainsi les plus signalés services à la France.

» Veuillez agréer, mes chers concitoyens, l'assurance de mon dévouement (1) ».

P.-L. Target.

On peut établir un parallèle entre cette déclaration du 7 février 1876 et celle du 3 avril 1849 par laquelle Target fit son entrée dans la politique (2).

Au début comme à la fin de sa Vie politique, Target affirme le même attachement aux principes conservateurs. La République instituée le 25 Février 1875, n'est pas « une transaction continuelle entre l'ordre et le désordre ». C'est pourquoi Target, « ayant fait le sacrifice de ses convictions passées », persuadé qu'à cette époque, seule une République peut assurer la paix, certain qu'un changement de régime amènerait inévitablement des troubles, s'attache loyalement à défendre la Constitution.

Le scrutin du 20 février, cependant, ne lui fut pas favorable. Sur 12.581 votants, les voix se répartirent ainsi :

MM. Lavalley, républicain conservateur....	5.012 voix
Jean Colbert, impérialiste.....	4.138 —
Target, constitutionnel	3.398 —

(1) Archives du château de Bourguignonelles.

(2) Voir plus haut, page 14.

Le second tour eut lieu le 5 mars. M. Target voyant qu'il avait moins de voix que ses concurrents préféra ne pas courir le risque d'un échec et se retira entre temps.

Le scrutin donna :

5.515 voix à M. Lavalley.

7.027 voix à M. Jean Colbert. Elu.

Le 8 mars, le *Lexovien* écrivit : « Jean Colbert doit son succès aux amis de M. Target ; en donnant leurs voix au candidat bonapartiste, déclarant nettement, hautement, qu'il veut restaurer l'Empire, ils ont infligé à M. Target le blâme le plus significatif, d'avoir proposé à Bordeaux la loi de déchéance de l'Empire ».

Ce motif paraît un peu étonnant. On eût compris à la rigueur que les Normands reprochassent à Target son vote du 24 mai ; mais il semblait bien que son acte du 1^{er} mars 1871 fût au-dessus de tout blâme. Il n'avait fait alors que suivre une ligne de conduite inaugurée le 2 décembre 1851. Au surplus, il avait été approuvé par la presque unanimité de l'Assemblée, moins les six voix bonapartistes.

Il écrivit lui-même revendiquant comme son œuvre la loi de déchéance et le vote de la Constitution (1) :

« Je ne suis pas mécontent, qu'on fasse de moi un martyr politique. On ne veut, paraît-il, se souvenir que du 24 mai et oublier le 1^{er} mars et le 25 février. La place Saint-Georges n'est pas étrangère à tout cela ».

M. Thiers en effet avait la rancune tenace ; il continuait à inspirer de nombreux articles qui parurent contre Target et porte une lourde responsabilité dans la légende qu'on a créée sur la « Défection du groupe Target ».

(1) Journal de Target (archives du château de Bourguignonelles).

Ne pouvant plus prendre part à la politique active, M. Target rejoignit à contre-cœur son poste à La Haye. Bientôt il en fut fatigué, et le 5 décembre 1877, revint en France. Il fit construire, près du parc de Bourguignolles, la ferme de la Farinière et se remit à soigner ses pommiers.

Le conflit entre le maréchal de Mac-Mahon et la Chambre, qu'il avait prévu, se produisit le 16 Mai 1877.

Le 16 Mai fut en quelque sorte la continuation du 24 Mai 1873. Le 24 Mai avait vu le début de la lutte entre la République conservatrice et la République radicale de Thiers. Le 16 Mai vit la même lutte, mais où les rôles étaient inversés. Ce jour-là, le champion de la République conservatrice était le Président lui-même : le maréchal de Mac-Mahon, qui veillait sur la constitution qui lui avait été confiée, avec tout le respect d'un soldat pour la consigne donnée.

Les progrès incessants de la gauche et surtout de l'extrême-gauche devenaient un danger sérieux pour la République, dans l'esprit qui avait présidé à son institution.

Mac-Mahon voulait que le régime gardât le caractère conservateur que Target, Wallon ou leurs collègues lui avaient donné.

Il désirait que le Président de la République fût puissant. Il voulait se servir des armes qui lui avaient été constitutionnellement données et en particulier de la dissolution. Or, les progrès des gauches commençaient à affaiblir ce pouvoir et Mac-Mahon comprit au 16 Mai que bientôt ces armes deviendraient inutiles dans ses mains et dans celles de ses successeurs. Il voulut sauvegarder la République instituée le 25 Février.

Target, comme lui, vit alors :

« La République conservatrice s'effacer dans le lointain

et la République qui fait banqueroute et prend pour livrée la couleur du sang, s'apercevoir à l'horizon (1) ».

C'est alors que voyant s'écrouler l'œuvre qu'il avait construite, Target fit paraître de nombreuses brochures, courtes, mais incisives comme ses déclarations à la tribune, afin de protester contre ces altérations.

Il s'y élève violemment contre la République socialisante qui, chaque jour, gagne du terrain.

Ce fut, pour ses ennemis, un nouveau grief à élever contre lui. On lui reprocha d'avoir construit la République et de l'attaquer maintenant. Il ne semble pas que, là encore, il ait varié. Il reste bien au contraire fidèle au programme qu'il avait exposé dans sa lettre du 7 février 1876 (2) et qui, en somme, résumait la politique de toute sa vie.

Ce n'est pas lui, c'est l'esprit de la République qu'il avait instituée, qui change alors de caractère.

Nul doute que si la République était demeurée conservatrice, Target l'eût défendue avec toute la loyauté qu'il promettait le 7 février 1876 d'apporter à cette tâche. Mais on va bientôt arriver à Panama, à l'affaire Dreyfus, à l'affaire Wilson. Target, comme Mac-Mahon, a vu la décomposition de son œuvre. Il a estimé que les partis de gauche ne feraient que progresser et détruire l'édifice qu'il avait établi, jusqu'à la catastrophe finale. Il a entrevu que la République deviendrait « une transaction continuelle entre l'ordre et le désordre ».

Partisan de la stabilité gouvernementale, de la tranquillité publique, de l'armée forte, il vit dans l'affaire Dreyfus, la ruine définitive de toutes ces légitimes aspirations.

(1) Journal de Target (archives du château de Bourguignonelles).

(2) Voir plus haut, pp. 97 et s. q.

Peu à peu aussi, au cœur de la religieuse Normandie, il sentit renaître ses croyances catholiques. Les diverses lois, qui, à la fin du XIX^e siècle ont porté quelque atteinte à cette religion, lui semblèrent immorales. Il flétrit particulièrement « la loi du sac au dos » pour les séminaristes.

Vers 1900, lorsque la République conservatrice lui parut définitivement morte et que le socialisme contre lequel il avait toujours lutté arriva au pouvoir, il poussa le cri d'alarme.

Il protesta contre l'accroissement infini du nombre des fonctionnaires, contre l'augmentation du budget, l'impuissance du chef de l'Etat, la laïcité de l'enseignement.

Il prédit alors qu'on marchait à une catastrophe (1).

Quoiqu'il s'opposât à un coup de force qui eût compromis l'ordre, il écrivit (2) :

« Que faire alors, sinon revenir à ce régime monarchique qui, en France, a toujours prouvé sa merveilleuse souplesse en même temps que sa puissance, pour assurer la pacification des esprits... L'institution monarchique ne saurait être évidemment ce qu'elle fut dans le passé ; le Roi serait comme le cœur, ou si l'on veut, la tête d'une organisation puissante où chaque partie vivrait en solidarité avec le tout ».

Les événements de 1905 lui inspirèrent encore les *Réflexions d'un laïc sur la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat*.

Une longue maladie l'obligea ensuite à s'aliter.

Le 28 avril 1908, lorsqu'il sentit venir la fin, il ne voulut pas expirer dans son lit. Il se fit porter par son fils, le com-

(1) *Elections du 8 mai 1871*. Paris, P. Tequi, 1898.

(2) *Condamnation du régime*. Paris, Librairie Nationale, 1900.

mandant Louis Target, dans son bureau et c'est à sa table de travail qu'il mourut.

Ce jour-là, disparut un homme d'une grande intelligence, qui fut aussi un homme de cœur, un homme dont la vie fut d'une netteté, d'une droiture de conduite remarquables, malgré les attaques et les railleries.

Il eut le courage de traduire publiquement les sentiments d'une Assemblée qui n'osait pas se les avouer à elle-même. Il fut l'homme de bon sens, plus rare que l'homme de génie. Par là-même il encourut le sort de tous les hommes de juste milieu. Honni des uns, renié des autres, il ne fut cependant infidèle ni à ses amitiés, ni à ses convictions.

Il a manqué à ceux qui l'ont condamné le recul nécessaire à l'apaisement des passions. Il appartenait à la postérité de porter sur un homme si combattu de son temps, un jugement favorable, conforme à l'équité.

Fort du Janus, le 12 septembre 1936.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS MANUSCRITS

Lettres de Target. Archives du château de Bourguignonelles.
Lettres diverses. Archives du château de Bourguignonelles.
Manuscrits des OEuvres de Target. Archives du château de
Bourguignonelles.
Archives de Caen.
Archives nationales.

DOCUMENTS IMPRIMÉS

Annales de l'Assemblée nationale.
Archives de Caen.
Archives de la Chambre des députés.
Archives du château de Bourguignonelles.
Archives nationales.
Comptes rendus des Sociétés d'Agriculture du Calvados
(1876-1908).

JOURNAUX DE L'ÉPOQUE

Le Gaulois, 1908.
La Gironde, 1870-1875.
Le Journal de Caen, 1870-1875.
Journal Officiel, 1871-1875.
Le Lexovien, 1870-1875-1908.
Le Moniteur du Calvados, 1870-1875.
Le National, 1870-1875.
La Revue Lexovienne Illustrée, 1908.

ŒUVRES DE PAUL-LOUIS TARGET

*Articles du Courrier du Dimanche et du Journal de Paris
Cahiers de 1889.*

Cahier inédit de 1906.

Condamnation du régime. Paris, Librairie Nationale, 1900.

Crise agricole et économique. Lettres publiées par M. P.-L.
TARGET, ancien député, membre de la commission consul-
tative des intérêts agricoles du Calvados. (*Lexovien*, Typo-
graphie, 1885).

Dix ans de République, 1879-1889. Paris, 1889.

Droits et devoirs des Electeurs. Michel Lévy, 1863.

Elections du 8 mai 1871. Paris, P. Tequi, 1898.

Election au conseil général. Paris, Librairie Nationale, 1904.

Feuilleton d'Histoire, 20 ans de République. Paris, P. Tequi,
1898.

1789-1887. Paris, Librairie Nationale, 1887.

*Préface au discours de M. P. Boulloche à la Conférence des
Avocats, sur Guy Target.*

*Réflexions d'un laïc sur la loi de Séparation des Eglises et
de l'Etat.*

OUVRAGES UTILISÉS

- Joseph BARTHÉLEMY et DUEZ. *Droit Constitutionnel*.
- Joseph BARTHÉLEMY. *Cours d'Histoire parlementaire*, 1932-1933.
- Joseph BARTHÉLEMY. *Cours de Droit public*, 1935-1936.
- Alphonse BERTRAND. *Origines de la 3^e République*.
- Louis BLANC. *Histoire de la Constitution*.
- Paul BOSQ. *Souvenirs de l'Assemblée nationale*.
- COMBREDET. Thèse, Paris, 1930.
- Albert de BROGLIE. *Histoire et Politique*.
- Ed. FRANCK. *Histoire de l'Assemblée nationale*.
- Lucien HUBERT. *Les Grandes Journées parlementaires*.
- Gabriel HANOTAUX. *Histoire de la France contemporaine*.
- Journal Officiel*. 1871-1875.
- LAVISSE. *Histoire de France*.
- De MARCERE. Tome I. — *L'Assemblée nationale et le Gouvernement de M. Thiers*.
- Tome II. — *L'Assemblée nationale et le Gouvernement de Mac-Mahon*.
- Henri MARTIN. *Histoire de France*.
- Maurice RECLUS. *Le 16 Mai*.
- La 3^e République*.
- Monsieur Thiers*.
- Pierre-Frédéric SIMON. *Adolphe Thiers*.
- THIERS. *Notes et Souvenirs*.
- ZÉVORT. *Histoire*.
- ZOLLINGER. Thèse, 1911.

Vu :

Paris, le 20 Octobre 1936

Le Président de thèse :

Joseph BARTHÉLEMY

Vu :

Paris, le 24 Octobre 1936

Le Doyen de la Faculté :

E. ALLIX

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Paris, le 24 Octobre 1936

Le Recteur de l'Académie :

S. CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

<i>INTRODUCTION</i>	7
CHAPITRE I	11
CHAPITRE II	19
CHAPITRE III	33
CHAPITRE IV. — Le 1 ^{er} Mars 1871	39
CHAPITRE V	45
CHAPITRE VI. — Le 24 Mai	47
CHAPITRE VII. — L'Ambassade à La Haye	75
CHAPITRE VIII. — Le vote de la Constitution	81
CHAPITRE IX. — La fin de l'Assemblée	93
CHAPITRE X	97
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	105
Œuvres de P.-L. Target	106
Ouvrages utilisés	107

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 1^{er} DÉCEMBRE 1936
PAR LES PRESSES MODERNES
96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL
PARIS (1^{er})

